

Aujourd'hui



D7 CÉLINE DION

Céline et son gérant, René Angeli, auquel elle est fiancée depuis plusieurs semaines déjà, rendront bientôt publique leur liaison.

A3 ÉROTISME

La boutique érotique «Séduction» ne détient pas de permis, mais la ville de Montréal n'est pas encore intervenue faute d'inspecteurs.

E1 CP RAIL

Dans le cadre de sa décision de se retirer graduellement de l'est du Canada, CP Rail met en vente une partie de son réseau dans l'Estrie.

Sommaire

- Annonces classées**
Immobilier C4 à C6
marchandises C6
emploi C7
automobiles C7, D12, D13
propositions d'affaires D13
- Arts et spectacles**
Inform. ... D7-D11, D15, D16
clé-horaires D8, D9
télé-horaires D10
télévision D10
- Bandes dessinées** C7
Bridge D13
Décès D14
Économie D1 à D6
Éditorial B2
Êtes-vous observateur? ... C4
Feuilleton C5
Horoscope C6
Le monde C2, C3
Loteries — résultats: A4
«Mot mystère» D12
Mots croisés D12
Cahier sports
Réjean Tremblay page 5

GRÉGO
POPULATIONS EN DANGER...
L'HÔPITAL PIERRE-BOUCHER CRIE AU SECOURS
— LA PRESSE



Contrats à la STL: une affaire de famille

MARTIN PELCHAT
et ANDRÉ CÉDILOT

1. Des membres des familles de conseillers municipaux de l'équipe du maire de Laval, Gilles Vaillancourt, et d'un directeur de la Société de transport de Laval, Louis Prévost, ont fait de très bonnes affaires avec cet organisme jusqu'en 1991, révèle une enquête menée par La Presse.

Le Service d'entretien Jaco a reçu depuis 1987 pour quelque 2,1 millions de contrats de la STL pour l'entretien ménager du siège

social, du garage et des terminus, de même que pour le balisage de la voie réservée du boulevard des Laurentides. Cette compagnie appartient à Jacqueline Charbonneau, épouse du directeur du Transport de la STL, Louis Prévost.

Entre 1987 et 1991, le constructeur Anthony Mergl, beau-frère du conseiller municipal du PRO des Lavallois Jean-Jacques Beldié, a obtenu pour quelque 625 000 \$ de contrats par des appels d'offres sur invitation et publics. À cela s'ajoute 356 000 \$ pour des travaux de moins de 5000 \$, pour lesquels il n'est pas nécessaire à la

STL de procéder à des appels d'offres.

D'autre part, les Entreprises RLH, qui appartenaient de 1986 à 1990 à deux frères du conseiller municipal Richard Goyer, ont reçu en 1987 et 1988 quelque 314 000 \$ de la STL, exclusivement en paiement de factures inférieures à 5000 \$.

Rappelons qu'à partir de 50 000 \$, la STL doit aller en appels d'offres publics pour attribuer ses contrats. De 5000 \$ à 50 000 \$, elle a recours à des soumissions sur invitation.

La compagnie Jaco a obtenu ses

contrats grâce à des appels d'offres sur invitation et publics. Au fil des années, elle n'a cependant trouvé que peu de concurrents sur son chemin, bien que l'industrie de l'entretien ménager compte des centaines de représentants au Québec.

En 1987 et en 1989, Jaco a obtenu les contrats d'une durée de deux ans pour l'entretien du garage et des trois terminus, en étant le seul soumissionnaire à répondre à l'appel d'offres public. Le conseil d'administration de la STL a donc dû faire approuver l'octroi de ces contrats par le

conseil municipal de Laval, de qui relève la société de transport.

La STL a versé 494 984 \$, en incluant les taxes, pour le contrat 1987-1989, puis 627 366 \$ pour le contrat 1989-1991. En 1991, l'appel d'offres public pour le contrat 1991-1993 n'a attiré que deux soumissions, bien que, selon le Service de l'approvisionnement, 22 compagnies aient pris possession du cahier de charges. Jaco l'a emporté. La STL a payé cette fois 800 225 \$ sur deux ans, soit une

Autres informations en page B 1
VOIR STL EN A 2

Québec va imposer un prix plancher pour la bière

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les Québécois qui espéraient que la bière américaine se vendrait à prix d'aubaine, qui rêvaient d'une «caisse de 24 à 12» en seront pour leurs frais. Le gouvernement Bourassa va imposer un prix plancher pour le «champagne du pauvre», une balise qui vise à maintenir, grosso modo, au niveau actuel le prix d'une caisse de 24 bouteilles.

Le conseil des ministres a décidé hier soir de décréter un «prix plancher» pour la bière, comme le lui permet l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Québec imitera en cela l'Ontario et la Colombie-Britannique. Ce prix minimum d'un peu moins de 18 \$ (17,80 \$ semble-t-il) correspond au prix de vente actuel des brasseries québécoises pour une caisse de 24 bières régulières. Sans l'intervention de Québec, les mégabrasseries américaines, en vertu de l'accord de libre-échange, auraient pu dans les prochains mois inonder le marché québécois de bières dont le prix aurait pu descendre aussi bas que 12 ou 13 dollars la caisse de 24, explique-t-on.

Banale en apparence, la décision n'en a pas moins mobilisé le caucus libéral pour une réunion spéciale, mardi midi. La formation gouvernementale a eu droit à un exposé des principales brasseries installées au Québec, une présentation organisée par la firme National. Avec un budget fort mal reçu, un chômage élevé et une économie moribonde, bien des députés craignaient d'être responsables d'une autre décision impopulaire. «C'est parfois tout ce qui reste aux gens, est-ce qu'on devait intervenir là dedans?» s'est demandé un député libéral. Certains préchaient pour la libéralisation du commerce, mais la plupart prénaient le maintien d'une balise pour protéger l'industrie domestique, soulignait-on.

Depuis le premier octobre, théoriquement, les bières américaines ont accès au marché québécois. Comme aucune brasserie

VOIR BIÈRE EN A 2

« IL A FAIT DU BIEN AUX PAUVRES »



Les funérailles du cardinal Paul Grégoire ont eu lieu hier à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde de Montréal en présence d'environ 2000 personnes. Comme c'est la coutume lors des obsèques d'un pape ou d'un évêque, le cercueil est demeuré ouvert pendant la cérémonie. ● Voir autres informations en page C 1

Le Groupe Allaire propose la souveraineté du Québec

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

La seule voie que propose aux Québécois le comité qui a étudié le volet constitutionnel, au sein du groupe de Jean Allaire, c'est la souveraineté assortie d'un «nouveau partenariat avec le Canada», ce à quoi devraient se greffer des associations avec les autres composantes de la francophonie canadienne, autant sur les plans économique, industriel et commercial qu'en matière d'éducation et de culture.

Dans un tel cas, il serait évidemment nécessaire de repenser les structures politiques et de se donner des institutions gouvernementales et judiciaires communes, dont les membres devraient être soumis à un processus de nomination, soumis dans un des deux chapitres du document que le Groupe réflexion Québec lancera demain et dont La Presse a obtenu copie.

Le gouvernement du Québec, lui, pourrait être de taille plus modeste avec un premier ministre et un cabinet réduit de moitié, avec 15 titulaires de ministères. Le groupe propose une Chambre des régions dont les membres — 50 au total — proviendraient de tous les milieux, même autochtones si ceux-ci le désirent. Il s'ensuivrait une réorganisation territoriale faisant en sorte que le nombre de régions administratives passerait de seize à vingt, pour refléter le sentiment d'appartenance qui constitue un facteur de stimulation.

La réflexion aboutit à une proposition constitutionnelle qui n'est pas sans rappeler l'idée de «superstructure» ou de souveraineté avec un parlement supranational lancée par le premier ministre Robert Bourassa à Bruxelles, à l'hiver de 1992.

«On pourrait envisager la création d'une institution parlementaire commune, dont l'étendue des pouvoirs dépendrait à bien des égards des compétences que

VOIR ALLAIRE EN A 2

Deux députés de Montréal feront partie du premier cabinet Chrétien

CHANTAL HÉBERT
et PHILIPPE DUBUISSON
du bureau de La Presse
OTTAWA

Quand Jean Chrétien prendra les commandes du gouvernement, aujourd'hui, Paul Martin se verra confier la responsabilité des finances du pays dans un cabinet réduit et remanié.

Pour donner un signal de frugalité, le chef libéral a composé un premier conseil des ministres encore moins lourd numériquement que le cabinet de 25 membres formé par Kim Campbell en juin dernier.

Il sera cependant assorti d'une demi-douzaine de secrétaires parlementaires.

C'est au député de LaSalle-Émard, principal architecte du

programme électoral du Parti libéral, que le nouveau premier ministre a décidé de confier le poste stratégique de ministre des Finances dans ce premier cabinet.

Selon plusieurs sources, ce lourd portefeuille, qui n'était pas le premier choix de Paul Martin, lui échoit à la suite de vigoureuses pressions du monde des affaires et à cause du climat de confiance qui s'est installé entre le député et son chef.

Le principal autre candidat pressenti pour les Finances, le député torontois Roy MacLaren, ne jouissait pas d'une relation aussi confortable avec Jean Chrétien, ni du même prestige que Paul Martin dans les cercles corporatifs.

L'attribution du poste de ministre des Finances en soirée,

mardi, a constitué un des derniers chapitres de la formation du conseil des ministres, qui sera dévoilé aujourd'hui.

Au total, une vingtaine de 177 députés libéraux élus le 25 octobre ont finalement obtenu une place à la table ministérielle de Jean Chrétien. Parmi eux, Sheila Copps deviendra vice-premier ministre, tandis qu'André Ouellet aura la responsabilité politique du Québec.

Le Terre-Neuvien Brian Tobin aux Pêcheries, et Ralph Goodale, de la Saskatchewan, hériteront vraisemblablement de l'Agriculture.

Parmi les choix douloureux qui ont dû être faits lors de la composition de ce cabinet, il y a eu celui d'écarter aussi bien des

VOIR CABINET EN A 2

Le blocage haïtien devient de plus en plus intenable

JOONEED KHAN
envoyé spécial

La Presse à PORT-AU-PRINCE

Le «système haïtien» n'en est pas à sa première crise et son élasticité paraît infinie. Mais il



passé ces jours-ci par une phase carrément intenable, et même si «la vie continue», ce blocage total ne peut plus durer et quelque chose doit céder.

Blocage consécutif au blocus aéronaval d'abord, qui sert à appliquer l'embargo de l'ONU sur les armes et le pétrole et à faire

échec à la contrebande et au trafic de la drogue.

«L'embargo décidé par l'OEA fin 1991 avec George Bush à la Maison Blanche n'était pas appliqué. Il donna pourtant aux commerçants le prétexte d'augmenter les prix, mais il n'entraîna ni pénurie ni urgence», dit une enseignante ayant vécu au Québec.

«C'est l'embargo obligatoire de l'ONU obtenu par Bill Clinton en juin 1993 qui fit mal aux putschistes et qui força le général Raoul Cédras à signer l'Accord de Gouvernors Island, poursuit-elle. Depuis la mi-octobre, l'embargo a été réimposé avec surveillance

«Cédras: «L'armée haïtienne refuse d'être asservie à un gouvernement». Page C 2

VOIR BLOCAGE EN A 2

Montréal - Santiago : à partir de 8,25 \$

DISPONIBLE DANS LES SUCCURSALES DE LA S.A.Q.

La famille
BORRICO
Le Chili à portée de la main

Demain dans *La Presse*

WEEK-END
SPORTIF

LES COÛTS DE NOS CHARRIERS...

Gymnastique et rodéo

Les spécialistes disent du gala «Les étoiles de la gymnastique» qu'il constitue le plus important rendez-vous gymnique à se tenir au Québec depuis les Mondiaux de 1985, et ils ont sans doute raison. Une douzaine des plus grands gymnastes internationaux et les meilleurs Canadiens seront en effet de la partie, dimanche, au Centre Pierre-Charbonneau. De la gymnastique libérée, sans exercices imposés et sans juges! Aussi, dans le WEEK-END SPORTIF de demain, une invitation à assister à un rodéo et à y rencontrer des cowboys tout ce qu'il y a de plus québécois!

Collectes de sang

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants:

- à Montréal: Centre des donateurs de sang, Centre commercial Maisonneuve, 2991, rue Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 9 h à 20 h;
- à Mont-Royal: organisée par les policiers du district 31, Centre Rockland, niveau 2, 2305, chemin Rockland, de 14

h 30 à 20 h 30;

- à Kirkland: Défi Kirkland-Beaconsfield, Centre communautaire, gymnase, 16950, boul. Hymus, de 14 h à 20 h;
- à Beaconsfield: Défi Kirkland-Beaconsfield, Centre récréatif, 1974, City Lane, de 14 h à 20 h;
- à Granby: Les Galeries Granby, 40, rue Évangéline, de 10 h 30 à 20 h.

Tirage d'hier
Le Lotto 6/49 13 15 23 26 32 33 (28)
E-X-T-R-A 1 5 5 6 6 3

La quotidienne à trois chiffres **264**
Tirage d'hier à quatre chiffres **1117**

4 novembre 1993
16 466 534 \$
Merci de donner!
Objectif 24,5 millions
Centraide du Grand Montréal
493, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1B6 Tél.: (514) 288-1261

ABONNEMENT	285-6911	ANNONCES CLASSÉES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30		Décès, remerciements	285-6816
RÉDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	285-7202
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7306
COMPTABILITÉ		National, Télé+	285-7265
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	285-7320
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LYÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. © Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400 — Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



CODE DU JOUR

44-4

JEUDI 4 NOVEMBRE 1993

SUIITE DE LA UNE

STL

Contrats à la STL: une affaire de famille augmentation de 61 p. cent par rapport à 1987.

Jaco a aussi obtenu entre 1988 et 1991 le contrat d'entretien ménager du siège social de la STL, qui lui a rapporté environ 45 000 \$ par an. Les autres entreprises de Laval invitées par la STL à compétitionner pour ces contrats n'ont pas fait le poids.

La Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ), dont la flotte régulière est deux fois plus importante que celle de la STL, évalue à environ 200 000 \$ ses coûts annuels d'entretien ménager pour l'ensemble de ses installations, en

incluant le prix de sa propre main-d'œuvre pour l'entretien du garage. Elle donne à contrat l'entretien de ses bureaux administratifs et de ses quatre terminus.

Cette année, l'appel d'offres de la STL pour le contrat d'entretien du garage et des terminus a pour une rare fois attiré plusieurs concurrents. Six compagnies ont soumissionné et c'est une entreprise de Montréal, Entretien JMP, qui a emporté la mise à 326 988 \$ par année, taxes comprises. Sur deux ans, la STL économise donc près de 150 000 \$ par rapport au contrat de 1991.

Quant au contrat pour l'entretien ménager du siège social de 1993, il a été accordé en janvier

dans le cadre d'un appel d'offres sur invitation à trois postulants, à un compétiteur lavallois de Jaco, le Service d'entretien ménager Roussell.

Roussell a mérité le contrat pour la deuxième année consécutive. Il en coûtera 17 352 \$, taxes comprises, à la STL cette année pour un service qui était encore payé 46 200 \$ à Jaco en 1991.

Louis Prévost, qui comme sa femme a donné chaque année, depuis 1990, la contribution maximale permise à la caisse du Pro des Lavallois, le parti au pouvoir à l'hôtel de ville, ne voit aucune incongruité dans sa situation à la STL.

«Je ne suis jamais intervenu dans le processus d'octroi des sou-

missions. Tout était conforme à la loi, et le jeu de la libre concurrence a fait le reste», affirme le cadre de la société de transport. La preuve, a-t-il ajouté, est que Jaco vient de perdre son plus gros contrat à la STL — garage et terminus — parce qu'elle n'avait pas présenté la meilleure soumission.

M. Prévost a été le propriétaire en titre de la compagnie Jaco jusqu'à ce qu'il devienne cadre de la STL, en 1984. Il continue toutefois de cautionner auprès de la banque la solvabilité de l'entreprise. Il ne voit pas la non plus d'entorse à l'éthique. «Ce n'est pas ma femme ni moi qui faisons la soumission, mais la compagnie Jaco», conclut-il. □

DEMAIN: Des dépenses étonnantes à la STL

ALLAIRE

Le Groupe Allaire propose la souveraineté du Québec

les États québécois et canadien accepteraient de partager», énoncé-t-on.

Une ouverture qui n'a pas été sans soulever quelques inquiétudes chez certains membres du groupe, qui souhaiteraient obtenir dans un tel cas l'assurance que le Québec ne se retrouverait pas placé dans une situation analogue à celle qu'il occupe au sein de l'actuel parlement canadien.

Il y a néanmoins consensus dans le groupe Allaire quant à la création d'instances intergouvernementales ayant un pouvoir législatif (conseil ou commission), exécutif (gouvernement commun ou secrétariat) et judiciaire (cour de dernière instance ou tribunal).

La mise en place d'une telle institution pourrait être faite par étapes. La première phase pourrait donner lieu à une assemblée parlementaire dite de l'Union et dont les membres seraient désignés parmi les membres des parlements nationaux (du Québec et du Canada). Ce qui ferait en sorte que les députés siégeant dans la nouvelle assemblée parlementaire ne détiendraient pas une légitimité pouvant concurrencer celle des députés siégeant aux parle-

ments de Québec et du Canada. Il pourrait s'agir de compétences «consultatives ou recommandatoires».

Ces compétences pourraient cependant devenir plus significatives dans une seconde phase, où «les parlements et gouvernements nationaux seraient invités à déterminer, de concert avec les organes intergouvernementaux, si des compétences additionnelles devraient être confiées à l'assemblée parlementaire». À cette étape, on pourrait, comme le suggère le comité dirigé par le constitutionnaliste Daniel Turp, réviser le mode de désignation des membres de l'assemblée, par exemple au suffrage universel.

Le manifeste, qui compte sept chapitres et qui est proposé aux Québécois comme outil de réflexion et de discussion, est la conclusion d'une année de rencontres et de réflexions auxquelles ont pris part, outre Jean Allaire et Mario Dumont, une vingtaine de personnes, dont Claude Béland durant un certain temps, Richard LeHir, Jacques Proulx, le député indépendant et ex-libéral Jean-Guy St-Roch, les constitutionnalistes Daniel Turp et Alain Gagnon.

Il conclut qu'il serait réciproquement avantageux pour le Québec et ses partenaires canadiens de maintenir l'espace économi-

que existant, ce qui nécessiterait la création de structures appropriées, afin d'éviter l'érection de barrières entravant la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux entre le Québec et le reste du Canada. Il devra aussi consolider ses relations nord-américaines, proposition, comme autant de réflexions déjà faites par la Commission Bélanger Campeau, à laquelle se réfère souvent le document.

«Un tel partenariat économique-politique pourrait ainsi se traduire par le partage d'un certain nombre de compétences ou par l'élaboration de politiques communes de nature politique, telles les affaires extérieures (ou une partie), la défense, la sécurité du territoire, la citoyenneté commune, les rapports avec les peuples et nations autochtones et les droits des minorités anglophones et francophones», indique-t-on, en précisant que l'entente pourrait comporter une liste des compétences à partager ou de politiques devant être exercées communément, dont l'importance dépendrait de la volonté des partenaires.

En matière de politique québécoise, un autre comité auquel appartenait le député St-Roch estime que la première démarche doit consister à «redonner un droit de parole direct aux ci-

toyens» et ce, en proposant que le gouvernement tienne des référendums à intervalles réguliers pour disposer de certaines décisions, lesquels, par souci d'économie, pourraient coïncider avec les élections générales. En plus des référendums réguliers, les citoyens pourraient en réclamer d'autres sur des questions «d'ordre constitutionnel, législatif et organisationnel ou rectificatif». Une liste permanente d'électeurs munis de leur carte d'électeur devrait être conçue.

Le groupe Allaire estime qu'il est nécessaire d'«enlever l'emprise politique de l'exécutif (conseil des ministres) sur l'Assemblée nationale. Par exemple, seuls les votes sur le discours du trône, les discours sur le budget et les très grandes orientations venant des programmes politiques devraient suivre la ligne de parti», lit-on.

Les mandats du premier ministre et du vice-premier ministre du Québec devraient être limités à deux. Quant aux ministres, ils ne devraient pas siéger plus de huit ans à ce titre. Dans l'éventualité d'un troisième mandat consécutif, «huit ministres sur quinze devraient obligatoirement céder leur poste».

Le document propose aussi des élections à date fixe, aux cinq ans, et appuie la reconnaissance des gouvernements autochtones.

BIÈRE

Québec va imposer un prix plancher pour la bière

du Sud n'avait encore réclamé de permis. L'«inondation» du houblon américain ne pouvait se produire qu'au printemps prochain, au plus tôt. Déjà, des brasseurs américains se faisaient fort de déverser sur le marché québécois de la bière à 12 dollars la caisse; la Stroth Brewing Co. et la G. Heileman Brewing promettaient des «six-packs» à 4\$.

Cette concurrence aurait administré un coup mortel à l'indus-

trie brassicole québécoise, qui assure 8000 emplois directs.

Un mémoire a été présenté au cabinet hier par le ministre responsable de la Régie des permis d'alcool, Claude Ryan. Officiellement toutefois, Québec ne pourra invoquer ouvertement la protection de l'industrie domestique. Les dispositions de l'accord de libre-échange prévoyaient qu'un prix minimal pourrait être décrété «pour des raisons sociales», pour freiner la consommation, rappelle cet été Dan Gagnier, président de l'Association des brasseurs du Canada.

Responsables de la Santé et de la Sécurité routière, les ministres Marc-Yvan Côté et Sam Elkas ont, devant les députés, pris position en faveur de l'imposition d'un prix minimal, et ont été prudemment associés à la préparation du mémoire au conseil des ministres.

Autre contrainte, le règlement québécois doit viser toutes les bières venues de l'étranger, et ne peut cibler la production américaine.

Depuis 1991, Québec avait décrété que la bière ne peut se vendre en bas du prix de fabrication

au Québec. Dans le cas des bières régulières, ce seuil est d'environ 17,80\$, le niveau où devait approximativement s'établir le nouveau prix plancher. La décision de Québec répond aussi aux attentes des détaillants dans le secteur de l'alimentation, qui, à cause de la compétition, voient leur marge de profit très réduite sur la bière — environ 50 cents de profits sur une caisse vendue 19,95\$.

Cet été, l'Ontario fixait un prix minimum de 23,70\$ sur une caisse de 24 bouteilles de bière régulières, une baisse de 1,25\$ sur le prix courant jusqu'alors. □

CABINET

Deux députés de Montréal feront partie du premier cabinet Chrétien vétérans libéraux que des recrues prometteuses.

Un des principaux aspects du réaménagement du conseil des ministres permettra cependant au nouveau premier ministre d'offrir des prix de consolation à certains, tout en préparant une relève pour de futurs cabinets.

En marge des ministres à proprement parler, six autres députés compléteront l'équipe de direction du gouvernement Chré-

tien. S'inspirant du modèle britannique, le nouveau gouvernement libéral se dote d'une brochure de «secrétaires d'État».

Un cran au-dessus des secrétaires parlementaires habituels, les titulaires de ces nouveaux postes n'auront pas de place au conseil des ministres. Ils n'auront pas droit non plus aux limousines et autres privilèges habituellement attachés à la fonction de ministre. Dans une large mesure, leurs attributions s'apparenteront cependant à celles de ministres «junior».

Ce réaménagement se traduira

par des économies nettes pour les contribuables, calcule-t-on chez les libéraux, tout en rendant le cabinet Chrétien plus flexible.

Il y a d'autres économies en perspective, promet-on encore: les ministres nommés aujourd'hui hériteront d'enveloppes budgétaires réduites par rapport à leurs prédécesseurs conservateurs. Les effectifs politiques des ministères seront élagués. Ces mesures devraient être annoncées en détail prochainement.

En confiant les Finances à Paul Martin, Jean Chrétien emboîte le pas à Kim Campbell, qui s'en était elle aussi remise à un Québé-

cois, Gilles Loiselle, pour ce portefeuille. Mais le cabinet libéral donnera également davantage de poids à la région de Montréal.

En plus de Paul Martin, au moins un autre député montréalais, André Ouellet, trait au conseil des ministres. Par comparaison, le dernier cabinet conservateur comptait deux représentants montréalais, Jean Corbeil, et dans un rôle nettement secondaire, Gerry Weiner.

Enfin, au moins un autre député du Québec, Marcel Massé, de Hull-Aylmer, sera également du premier cabinet Chrétien. □

BLOCAGE

Le blocage haïtien devient de plus en plus intenable

navale et aérienne, et il enferme désormais les putschistes dans un vrai cul-de-sac.

L'essence se raréfie et le trafic se fait de plus en plus clairsemé. Il ne resterait plus qu'une semaine de réserve commerciale et l'essence se vendait hier 10 dollars US le gallon. Des réserves de diesel doivent être mises en vente ce matin, à six dollars US le gallon, et il n'y en aurait que pour 15 jours à peine — ce qui équivaldrait à la nouvelle échéance arrêtée par le gouvernement Malval pour démissionner.

Le courant et l'eau potable sont coupés au moins 12 heures sur 24. Des turbines thermiques sont fermées à cause du manque de carburant. Le téléphone «est encore plus mauvais que d'habitude», dit un fonctionnaire impayé depuis des mois et forcé de rester chez lui par des «attachés» qui occupent son bureau.

L'orgie de tirs, mitraillages et cannonades qui ponctuent les nuits de Port-au-Prince montre toutefois que les munitions ne manquent pas, même si elles tombent sous le coup de l'embargo. Des douilles de tous calibres ramassées par les enfants de Cité-Soleil, le grand bidonville près du port, font d'étranges jouets entre les cases surpeuplées et les ruelles nauséabondes.

Les aliments, voire les médica-



Le président du caucus noir au Congrès américain, Kwesi Mfume (à droite), s'en est pris à un agent du renseignement américain qui a qualifié le président haïtien Jean-Bertrand Aristide (à gauche) de «mentalement instable». Ce dernier a de nouveau pressé les Nations unies de renforcer le blocus d'Haïti. PHOTO REUTERS

ments, qui ne sont pourtant pas frappés par l'embargo, disparaissent par contre, et quand ils sont disponibles, leurs prix flambent. Hier, deux pains blancs se vendaient 2,50 dollars US (contre un dollar en temps normal), et encore fallait-il faire la queue pendant des heures sur Delmas ou au centre-ville, muni d'un bon pour lequel il y avait une autre queue, et se limiter à deux pains! Un sac de riz de 50 kg avait doublé à 40 dollars US, trois petits oignons coûtaient un dollar, une pinte de lait stérilisé du Québec se vendait 1,50 dollar. Cela, dans l'un des pays les plus pauvres du monde, où l'ouvrier moyen gagne moins

d'un dollar par jour!
«Les couches aisées, qui ont accès aux supermarchés, ne manquent de rien, même si là aussi les prix flambent, dit un journaliste. Ce sont les gens pauvres, qui s'approvisionnent au marché et aux étals en bordure des rues, qui souffrent. Pourquoi? Parce que les escadrons armés du FRAPH sabotent l'économie parallèle à coups de lock-outs et créent des pénuries artificielles. Pour ensuite dire que l'embargo punit les pauvres!»

Dans un pays de sept millions d'habitants où les moniteurs de droits humains estiment que le coup d'État et la répression ont

fait entre 300 000 et 500 000 déplacés internes, les pauvres des bidonvilles mais aussi les moins pauvres des autres quartiers évacuent leurs enfants chez des parents à la campagne. «Ils peuvent au moins subsister. Les écoles sont fermées de toute façon», dit un militant aristidiste de Brooklyn, à Cité-Soleil. «L'embargo ne nous effraie pas, c'est la répression qui nous tue», ajoute-t-il, sortant d'un trou dans le mur les papiers couverts de sang d'un de ses amis assassinés récemment.

Le FRAPH a décidé de frapper encore: il va fermer toute activité aujourd'hui et demain, en invoquant «la crise affreuse du carburant» et «le non paiement des employés de l'État». «C'est une ultime planche de salut tendue à la communauté internationale», a dit généreusement Emmanuel Constant, avant d'ajouter, menaçant: «À bon entendeur, salut!» C'est aussi limiter les activités à un seul jour ouvrable (hier) sur neuf jours consécutifs!

C'est toutefois le blocage politique qui est le plus intenable. L'Accord de Governors Island n'est peut-être pas mort mais il est certainement gelé; le jeu diplomatique, donc le momentum politique, est ainsi paralysé. Après avoir appelé à des «discussions urgentes» entre les parties, le médiateur Dante Caputo attend... L'avocat d'Aristide, Michael Barnes, et l'envoyé américain Lawrence Pezzulo sont attendus à Port-au-Prince, mais l'armée reste la grande muette. □

... VOIR PAGE E 8

Commerce de sexe illégal et... florissant

La Ville n'a pas assez d'inspecteurs pour faire respecter ses règlements

GILLES GAUTHIER

Le «supermarché» de lingerie et objets érotiques installé au 36, Sainte-Catherine ouest, à Montréal, qui a ouvert ses portes au printemps dernier, ne détient pas de permis municipal mais la Ville n'est pas encore intervenue parce qu'elle n'a pas, affirme-t-elle, assez d'inspecteurs.

Ce magasin fait des affaires dans l'illégalité parce que le règlement 9221 «gèle» à 35 le nombre de commerces exploitant l'érotisme sur Sainte-Catherine et sur quelques bouts de rues qui la touchent et exige que deux commerces de

cette nature soient, sur cette artère, situés à plus de 25 mètres l'un de l'autre.

Non seulement le nombre de 35 était-il déjà atteint, mais la boutique en cause, Séduction, est immédiatement voisine du club de danseuses Ultra Sexe, sis au 30, Sainte-Catherine, et compte parmi ses voisines d'en face, au numéro 11, Ultra Mag, qui donne également dans la dentelle et les accessoires.

François Lemay, porte-parole de la Ville en la matière (permis, règlements, etc.), explique également que Séduction a fait demande de permis à la Ville en expliquant qu'elle exploitait depuis juin un commerce de vente au détail de lingerie.

La Ville, ajoute-t-il, a pris pour acquis

que le propriétaire («un avocat») disait la vérité mais les inspecteurs se sont rendus compte en allant vérifier d'un peu plus près, en août, que la gamme de produits ne correspondait pas tout à fait aux définitions courantes.

Une lettre de refus d'un permis fut envoyée le même mois. Depuis, rien. A cause du manque de main-d'œuvre, explique M. Lemay, qui admet que plusieurs commerces font des affaires dans l'illégalité pour cette raison. Les inspecteurs finiront par passer, «dans les mois ou semaines qui viennent, peut-être même aujourd'hui».

Ils remettront alors un constat d'infraction, pour laquelle une amende de

100\$ à 300\$ est prévue dans ce cas. Ils pourront même en donner un par jour, précise M. Lemay. Les amendes ne commenceront toutefois à courir que le jour où les inspecteurs se rendront sur les lieux pour remettre un premier constat.

La Ville, poursuit-il, ne peut rien faire d'autre pour mettre fin à cette activité «illégal». Elle n'a pas le pouvoir d'ordonner une fermeture étant donné que le propriétaire ne contrevient qu'au zonage et non à la sécurité publique par exemple. Il pourrait même, admet le porte-parole, payer les amendes et continuer de vendre ses produits si l'achalandage et son chiffre d'affaires le lui permettent. Ou encore contester le règlement.

Une explosion à la caserne de pompiers

GEORGES LAMON

Une explosion survenue à 6h 56, hier matin à l'unique caserne de pompiers de Saint-Lambert, à la suite d'une fuite d'essence, a nécessité l'évacuation temporaire de 500 personnes dont quelque 150 pensionnaires d'un centre d'accueil privé, le «Central Park Lodge», situé à proximité. Les personnes évacuées (citoyens, occupants des bureaux et commerçants) ont cependant pu réintégrer leur domicile et reprendre leurs activités normales au début de l'après-midi. Le périmètre de 200 pieds autour de l'hôtel de ville a été rouvert à la circulation.

Personne n'a toutefois été blessé puisqu'au moment de la déflagration aucun occupant ne se trouvait à l'intérieur de cette caserne de pompiers volontaires. L'explosion a cependant fait voler en éclats des vitres et endommagé les quatre grandes portes du bâtiment, causant des dommages d'environ 30000\$.

Le maire Bertrand Girard a expliqué, hier midi, au cours d'une rencontre de presse à l'extérieur, que l'explosion avait été causée par une accumulation de vapeurs de quelque 500 litres d'essence qui se sont répandues dans le réseau d'égouts, longeant l'édifice du centre d'accueil, à la suite d'une fuite dans un réservoir extérieur de la caserne de pompiers, sise à l'arrière de l'hôtel de ville. Ce réservoir servait à alimenter, en cas de panne de courant, une génératrice installée dans la caserne.

«On a mesuré certaines odeurs d'essence, a-t-il indiqué, mais en utilisant la technique de ventilation, une heure plus tard, on avait relevé une diminution de 80 p. cent de ces émanations.»

D'ailleurs, le maire Girard a précisé, hier à La Presse, que la fuite n'avait pu être détectée qu'à minuit et devait justement être colmatée le matin même à sept heures (hier) par les employés de la firme Sanivan.

«Les spécialistes de Sanivan étaient justement venus vers minuit pour identifier les fuites, ils devaient revenir d'ailleurs à sept heures ce matin (hier) pour pomper l'essence accumulée, a-t-il noté. L'explosion a eu lieu entre les deux.»

Il a rappelé avoir ordonné l'évacuation des personnes habitant ou travaillant dans un périmètre de 400 pieds autour de l'hôtel de ville par mesure d'urgence et uniquement «pour ne pas prendre de risques inutiles».

«Ironie du sort, on venait justement de réviser notre plan d'évacuation d'urgence à l'hôtel de ville, a-t-il signalé, mais notre centrale se trouve à l'hôtel de ville même. En plus une panne de courant nous a empêchés de nous en servir.»

C'est la Croix-rouge qui s'est chargée avec deux autobus de la STRSM du plan d'évacuation des résidents du centre d'accueil vers l'hôtel Holiday Inn de Longueuil, où ils ont temporairement trouvé refuge, réconfort et repas, le temps que la situation soit rétablie.

D'ailleurs, les pensionnaires n'avaient pas pour autant été pris de panique. Même que pour certains, ce changement d'atmosphère était plutôt salutaire.

«Moi je ne suis pas peureuse, notait Mme Berthe Bruchési, encore très articulée à 93 ans. Je suis allée en voyage en Europe déjà. Cet incident m'a même permis de faire une petite sortie.»

Une autre octogénaire avait, le sourire aux lèvres, ne pas avoir été dérangée outre mesure non plus par cette situation inhabituelle pour elle. «J'ai pris les choses assez paisiblement, disait-elle, je n'ai pas eu peur du tout. Il faut dire que ce n'est pas une vie normale que j'ai menée depuis ce matin.»

Dans l'ensemble, les pensionnaires, en majorité des femmes, ont réagi positivement, reconnaissant que leur évacuation avait été très bien organisée et surtout sans incident.

Le maire Girard a loué le travail non seulement du Service de sécurité civile des villes de Lemoyne et de Greenfield Park, mais aussi de la Croix-rouge, rapidement arrivés sur les lieux.

Attention la concurrence!

«Ouvert le dimanche», proclame une grande affiche tendue devant l'église Saint-Louis-de-France, de Terrebonne, depuis le mois de septembre, pour le plus grand amusement des passants. Le curé farceur de la paroisse, Guy Guindon, âgé de 34 ans et en poste depuis sept ans, a recyclé l'affiche d'un commerçant pour faire sa publicité. Le jeune prêtre, à qui on a cru bon de rappeler, au séminaire, qu'il ne se trouvait pas à la maternelle, a voulu réagir à l'ouverture généralisée des commerces le jour du Seigneur. «On s'est aperçu que la trêve sociale qu'il y avait autrefois était battue en brèche, et que l'on s'en allait vers une société où tout sera ouvert 24 heures par jour. On a vu que l'on serait laissés pour compte si on n'agissait pas. On a donc installé la banderole pour montrer que, nous aussi, nous sommes ouverts le dimanche et que nous avons quelque chose à offrir», explique-t-il.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse



On peut s'extirper d'une voiture qui sombre, mais il faut pour cela un calme exceptionnel

LUCIE CÔTÉ

Il est possible, si l'on parvient à rester calme, de s'extirper d'une voiture qui s'enfonce rapidement dans l'eau. Mais Gabriel et Norma Villarosa, morts noyés après le plongeon de leur voiture dans le canal de Lachine, tôt mardi matin, ont été malchanceux.

Sans doute à cause de la chaussée glacée, Norma Villarosa, au volant, n'a pas réussi à stopper sa voiture au feu de circulation situé en face de l'entrée principale de l'usine Sidbec-Dosco, rue Saint-Patrick, dans le quartier Emond de Montréal.

Le couple originaire des Philippines, au Québec depuis 25 ans, avait quitté sa maison du 3485, rue Fabien-Laberge, dans le même quartier, environ deux minutes plus tôt, pour se rendre au travail. Dentiste, Gabriel Villarosa travaillait au Château Westmount, une résidence pour personnes âgées. Sa femme enseignait à l'école élémentaire Saint-Ignace-de-Loyola, dans Notre-Dame-de-Grâce. Tous deux étaient âgés de 54 ans.

Avant de tomber dans le canal, vers 6h 45, leur auto a heurté le trottoir, traversé la voie ferrée et franchi une dizaine de mètres, sans laisser de traces de freinage sur la neige.

L'eau a tout de suite empêché les deux quinquagénaires d'actionner le système électrique des vitres et portières de leur Oldsmobile Cutlass. Des vitres à manivelle auraient offert moins de résistance et une meilleure chance de s'en sortir.

De plus, à cause de la formidable pression qu'exerce l'eau sur l'automobile, l'ouverture des portières est quasi impos-

sible jusqu'à ce que l'eau ait envahi l'habitacle, a expliqué hier le lieutenant Marc Saint-Laurent de la section technique du service de police de la CUM, qui a dépêché les plongeurs mardi.

Malgré son affolement, le passager d'une voiture qui coule doit donc attendre, en retenant son souffle quelques secondes, que son véhicule soit submergé pour être libéré. Il peut accélérer la chose en abaissant la vitre. Les portières céderont alors. Le conseil, qui va à l'encontre des réflexes habituels, semble cependant difficile à suivre dans une situation de panique.

Enfin, si l'on essaie de se sauver en brisant une vitre, comme des témoins ont vu Gabriel et Norma Villarosa tenter de le faire, il vaut mieux oublier le pare-brise et la lunette arrière, beaucoup trop solides et s'attaquer aux vitres des portières.

Mardi, les plongeurs n'ont pas réussi à sortir le couple Villarosa, prisonnier de sa voiture, renversée sur le toit et enlisée dans la boue, depuis près d'une heure et demie. C'est une dépanneuse qui a finalement hissé l'auto à la surface, quatre heures après l'accident.

Dès ce moment, les appels ont commencé à affluer à l'Association des Philippines de Montréal et des banlieues, dont Norma Villarosa était présidente.

«Norma était très active dans la communauté, c'était une très bonne organisatrice et l'un de nos meilleurs leaders. Hier (mardi) les gens se sont rassemblés spontanément par dizaines. Nous formons une grande famille», a souligné hier Linda Baltazar, coordonnatrice du Conseil national des associations canadiennes des Philippines, notant que de

12000 à 15000 Philippines vivent au Québec.

Une neuvaine, pour respecter une coutume philippine, s'est amorcée dès mardi à 20h, au domicile des Villarosa. Une messe pour le couple, catholique comme la majorité des Philippines, sera célébrée à l'église Saint-Kevin, de Côte-des-Neiges, lorsque la sœur aînée de Norma Villarosa sera arrivée au pays, samedi ou lundi, a indiqué Mme Baltazar.

Le couple étant sans enfant, les corps des deux victimes seront expédiés séparément à destination de l'archipel asiatique, pour être inhumés chacun dans sa ville d'origine.

Des blâmes

Par ailleurs, les dirigeants du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 301, représentant les 5200 cols bleus de la Ville et de la Communauté Urbaine de Montréal, dénoncent l'attitude «pour le moins nonchalante et incompréhensible» de certains gestionnaires affectés au service des Travaux publics de la Ville de Montréal. Il est important de savoir, dit-on, que le service des Travaux publics est divisé en cinq régions administratives comprenant neuf zones et que chaque zone est indépendante et responsable de son propre secteur et de ses activités. Evoquant le triste accident dans lequel le couple Villarosa a perdu la vie, le syndicat indique que c'est la zone Madison-Eadie (numéro 58-85) qui avait la responsabilité de s'assurer que des épandues à sel étaient disponibles pour avoir des conditions de routes acceptables. Malheureusement, aucun col bleu n'a été sollicité pour travailler sur les épandues à sel après 15h le 1er novembre et ce, jusqu'à 7h le 2 novembre 1993.



PONT BLOQUÉ

Des centaines d'automobilistes ont dû s'armer de patience, hier soir, lorsque les policiers ont dû fermer le pont Jacques-Cartier à cause d'une femme qui voulait se jeter dans le fleuve du haut de la structure métallique. Les policiers ont été avertis de sa présence vers 18h 45. Des négociateurs ont été envoyés sur les lieux pour discuter avec elle et la désespérée a fini par se rendre vers 20h 25. Elle a été transportée dans un centre hospitalier de la région.

JÉRÔME-LE ROYER A 20 ANS

Sous le thème 20 ans d'engagement et d'innovation, la commission scolaire Jérôme-Le Royer fêtera ses 20 ans à l'occasion d'un brunch des retrouvailles à l'école secondaire de la Pointe-aux-Trembles, le dimanche 28 novembre prochain. Ayant pour objet de reconnaître les qualités d'engagement et l'esprit d'innovation de ceux qui ont oeuvré au sein de la commission depuis 20 ans, ce rassemblement réunira les commissaires et tous ceux qui ont exercé une fonction dans les écoles, centres aux adultes, services pédagogiques ou administratifs.

ATTENTION AUX NOUVELLES BIÈRES

Les nouvelles bières à plus haut pourcentage d'alcool sont un danger dont les automobilistes sont généralement peu informés, a mis en garde merhier le président du CAA, Michael McNeil. Les nouvelles bières - plus fortes en alcool - peuvent intoxiquer plus rapidement un conducteur et lui faire courir des risques plus élevés, a déclaré M. McNeil. Ces bières, qui sont vendues à prix régulier, comportent pourtant un pourcentage plus élevé d'alcool, soit 7,1 pour cent. La plupart des bières contiennent 5 pour cent d'alcool alors que le pourcentage dans les bières légères se situe entre 4 et 4,5 pour cent. Selon M. McNeil, les brasseurs ont la responsabilité d'informer le public des effets de ces nouvelles bières. «Publiciser et vendre des bières à 7,1 pour cent d'alcool sans avertir les consommateurs de la différence n'est clairement pas dans l'intérêt du public», a-t-il conclu.

À LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS

Le gouvernement libéral devrait mettre sur pied une commission indépendante qui défendrait les intérêts des consommateurs, a déclaré le président de l'Association des consommateurs du Canada (ACC), David Cohen. La décision du précédent gouvernement conservateur d'intégrer la Consommation et les Affaires commerciales au nouveau super-ministère de l'Industrie n'a pas servi les intérêts des consommateurs, selon M. Cohen. En effet, le nouveau ministère fait face à de possibles conflits d'intérêts à cause de son double mandat: porter assistance à l'industrie et protéger les consommateurs, a-t-il poursuivi.

UN DÉBAT PUBLIC SUR LES BALAYEURS D'ONDES

Le gouvernement veut qu'il y ait un débat public sur l'interdiction des balayeurs d'ondes avec lesquels on est en mesure de capter les conversations de personnes se servant de téléphones cellulaires. Un nouveau règlement rendant illégal la fabrication ou la vente de balayeurs d'ondes est au nombre des options figurant dans un livre blanc émanant du ministère de l'Industrie. Cependant, le ministère souhaite étudier un éventail de possibilités - allant de la non-intervention à l'élimination des récepteurs pouvant permettre la surveillance des communications par appareils cellulaires ou par d'autres moyens techniques comme, par exemple, les téléphones sans fil. «Il s'agit vraiment d'un débat ouvert», a déclaré un porte-parole du ministère, Darius Breaux. Plus d'un million de téléphones cellulaires et plus de deux millions de téléphones sans fil, ainsi que des centaines de milliers de balayeurs d'ondes sont en service d'un bout à l'autre du Canada. On peut se procurer un balayeur d'ondes partout pour environ 300\$ et même un vieux poste de télévision peut être converti en récepteur cellulaire.



Concessionnaire autorisé

Macintosh LC III & Imprimante StyleWriter II

- Processeur 68030 à 25 MHz • Mémoire vive de 4Mo
- Disque rigide interne de 80Mo • Lecteur Apple SuperDrive
- Interface LocalTalk intégrée • Souris • Moniteur couleur 14" Performa

1699\$

Clavier en option



Concessionnaire autorisé

Apple CD 300

- Lecture de disque KODAK® • Accès 295 ms
- 300 Ko par secondes • 256 Ko de buffer
- 2 sorties RCA • Prise découpeuse
- Inchant cible et série de CD ROM

649\$

Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer, Inc. Macintosh LC III et CD 300 sont des marques de commerce de Apple Computer, Inc.

MONTRÉAL OUEST
Realtime 2400
630-6815

MONTRÉAL CENTRE
Centre Deco Decora
733-6900

ST-LEONARD
4550 Métropolitain est
722-4550

RIVE-NORD
Centre Deco 440
686-3955

RIVE-SUD
8100 boul. Taschereau
923-8100

TROIS-RIVIERES
Garebourg 1000 R. des Pins, 2e ét.
691-4520

JOLIETTE
Les Galeries Joliette
752-1255

SOREL
Les Promenades du Sorel
746-4736

LIVRAISON GRATUITE MEME LE DIMANCHE!

Détails en magasin

Hôpitaux mis à l'amende parce qu'ils n'ont pas réussi à baisser le temps d'attente à l'urgence

PIERRE GINGRAS

Le ministère de la Santé et des services sociaux imposera d'ici la fin de novembre des «amendes» pouvant atteindre plusieurs centaines de milliers de dollars à certains hôpitaux qui n'ont pas réussi, au cours des derniers mois, à réduire de façon significative le nombre de patients séjournant dans leur salle d'urgence durant plus de 48 heures.

Le Groupe tactique d'intervention sur les urgences examine actuellement le dossier des hôpitaux qui sont sur sa «liste noire» afin de vérifier si la situation s'est améliorée par rapport à la période s'étalant des mois d'avril à septembre derniers.

Selon le responsable du groupe de surveillance, le Dr Michel Tétrault, de 15 à 30 hôpitaux pourraient être pénalisés. Une première analyse indique toutefois que certains de ces centres hospitaliers ont déjà atteint les objectifs fixés par le Groupe tactique ou

ont nettement amélioré leur performance à ce chapitre. C'est notamment le cas à l'hôpital Saint-Luc, à Montréal.

Comme le ministre Marc-Yvan Côté l'avait annoncé au printemps, les pénalités imposées se traduiront par un gel d'une partie du fonds de roulement correspondant à un demi d'un pour cent du budget global de l'hôpital.

Par exemple, dans le cas du centre hospitalier Pierre-Boucher, à Longueuil, un hôpital dont la salle d'urgence n'arrive plus à suffire à la demande et où plusieurs patients doivent subir de longues attentes, la pénalité serait de 300 000\$. Théoriquement, lorsque cette mesure s'appliquera dans un hôpital situé dans une région où le nombre de lits est insuffisant, la somme soustraite sera remise à un autre centre hospitalier plus performant afin de ne pas pénaliser les patients de ce secteur.

Un bilan positif

Mis sur pied en février 1990

afin de mettre de l'ordre dans les salles d'urgence, le groupe tactique compte une vingtaine de personnes dont une majorité de médecins. Jusqu'à maintenant 80 salles d'urgence ont été visitées, certaines à quatre occasions. Pour le docteur Tétrault, le bilan du Groupe tactique est très positif. «À l'heure actuelle, le nombre de patients alités dans les corridors des salles d'urgence a baissé de 20 p. cent et on compte 40 p. cent de moins de patients qui y sont en attente durant plus de 48 heures, dit-il. Et le nombre de salles engorgées a aussi baissé considérablement».

Mardi, les médecins de l'hôpital Pierre-Boucher affirmaient publiquement qu'en raison de la croissance de la population sur la Rive-Sud et de l'insuffisance de budget, ils ne pouvaient offrir davantage de services à la population même si la demande était considérable.

L'impact de cette situation sur

la salle d'urgence de l'établissement se fait sentir quotidiennement. Si bien que durant 97 p. cent du temps, les ambulances ne peuvent amener de patients à Pierre-Boucher parce que le personnel est débordé.

Réticent à pointer du doigt un hôpital en particulier, M. Tétrault a toutefois indiqué qu'il était connu que la Montérégie éprouvait un déficit de lits.

Le Dr Tétrault fait toutefois remarquer que certains hôpitaux vivant une situation similaire avaient solutionné leurs difficultés. Tout en précisant qu'il ne visait pas l'hôpital de Longueuil, M. Tétrault a mentionné que les problèmes éprouvés dans certaines salles d'urgence étaient avant tout une question de gestion plutôt que de ressources. Dans certains cas, en offrant des services de gériatrie, on a solutionné une partie de l'encombrement de l'urgence parfois provoquée par la présence de plusieurs patients âgés.

Pressions pour faire amender un article du Code civil sur le versement des pensions alimentaires

MARTHA GAGNON

La Fédération des familles monoparentales exerce des pressions pour faire amender un article du nouveau Code civil qui permet de suspendre le versement d'une pension alimentaire dès que l'ex-conjoint s'y oppose.

En juin dernier, la Fédération avait remporté une victoire en Cour supérieure qui mettait fin à ce genre de pratique. Le juge Claude Tellier déclarait nulle et illégale une directive administrative qui permettait au notaire de suspendre les versements de la pension alimentaire dans un tel cas.

«Si des difficultés d'application se présentent, ce n'est pas au mi-

nistre à intervenir pour élaborer des solutions et en quelque sorte les imposer. Ceci apparaît comme une usurpation à la fois du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire», affirmait le juge.

Or, la Loi sur l'application de la réforme du nouveau Code civil, qui entrera en vigueur en janvier, contient un article qui autorise cette procédure. Il est précisé que dans le cas d'une requête en opposition, la pension alimentaire est suspendue.

La Fédération des familles monoparentales a demandé au ministre de la Justice d'apporter des amendements. Selon elle, cet article pénalise les femmes et les enfants dont la pension alimentaire est la principale source de revenus.

Il y a plusieurs mois, la Fédération avait donné son appui à une mère, Mme Janine Lacroix, qui se plaignait du fait que le protonotaire avait saisi sa pension de 1500 \$ par mois après que son ex-mari eût manifesté son opposition. Celle-ci affirmait qu'elle ne pouvait plus subvenir aux besoins de ses deux enfants.

Le juge Tellier a donné raison à Mme Lacroix. D'après lui, on ne peut suspendre une pension alimentaire tant qu'un autre jugement n'a pas été rendu. «Il n'est donc pas suffisant de déposer une requête en modification de pension pour suspendre les effets du jugement en vigueur», précisait-il.

Selon la Fédération des familles monoparentales, l'article 599 contenu dans la Loi sur l'applica-

tion de la réforme du Code civil a été rédigé avant que le juge Tellier ne rende son jugement. C'est pourquoi l'organisme espère convaincre le ministre d'apporter des modifications.

Devant le tribunal, Me Simon Lahaie, l'avocat de Mme Lacroix, avait fait valoir que la suspension de la pension alimentaire allait à l'encontre du Code des procédures civiles en matière de droit alimentaire.

Dans la revue de jurisprudence Droit de la famille québécois, un spécialiste du domaine matrimonial, Me Jean-Pierre Sénécal, explique qu'il faudrait peut-être amender le Code de procédure pour attribuer expressément à un juge le pouvoir de décider de la suspension d'une saisie alimentaire dans les cas où une demande de modification est présentée.

Selon lui, on ne devrait jamais retenir une pension malgré une opposition. «Les recours en révision tardent souvent à être entendus. La suspension risque de priver le créancier alimentaire de toutes ressources et le précipiter dans la gêne la plus complète.»

Pour la Fédération des familles monoparentales, il s'agit d'un sujet extrêmement important qui touche des centaines de femmes. Elle a jusqu'au 11 novembre pour obtenir un amendement au Code civil.

457 000 ménages vivent de l'aide sociale

Presse Canadienne QUÉBEC

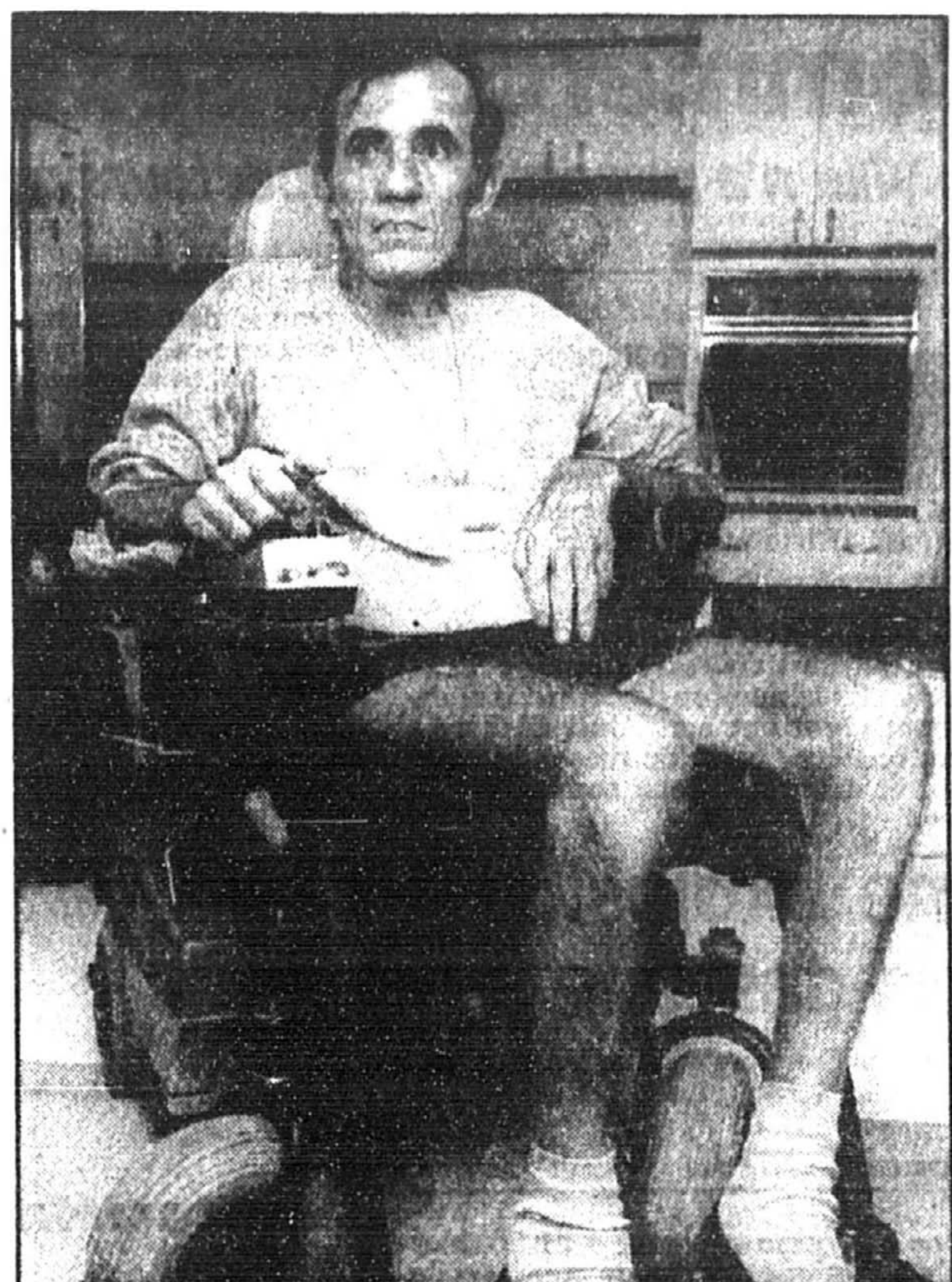
Le nombre de personnes vivant de l'aide sociale au Québec a atteint un nouveau sommet historique en octobre, soit 457 000 ménages comptant 754 100 personnes. Le mois précédent, le nombre de ménages vivant de l'aide sociale était de 456 700.

Le ministre responsable du dossier, André Bourbeau, s'est néanmoins réjoui du fait que le taux d'augmentation des assistés sociaux est à la baisse. Il y a eu une augmentation de 5,9 pour cent de la clientèle entre octobre 1992 et octobre 1993, alors que l'augmentation perçue entre juin 1992 et 1993 avait été de 8,5 pour cent.

Selon M. Bourbeau, cette «di-

minution de l'augmentation» est attribuable à l'effet combiné de deux facteurs: une légère reprise dans l'économie et un resserrement des mesures de contrôle des assistés sociaux.

M. Bourbeau en a profité pour présenter hier à l'Assemblée nationale un projet de loi renforçant ces contrôles exercés sur les bénéficiaires de l'aide sociale.



Erwin Krickhahn, âgé de 51 ans, qui a manifesté récemment son intention de se suicider devant des représentants de médias a abandonné cette idée hier. Il passera plutôt aux actes en privé.

Un homme atteint d'un mal incurable décide de ne plus se suicider publiquement

Presse Canadienne TORONTO

Un homme atteint d'une maladie fatale, qui avait ravivé le débat sur l'euthanasie en annonçant son intention de se suicider devant les médias, a changé d'idée mercredi et décide de mettre fin à sa vie en privé.

Erwin Krickhahn, âgé de 51 ans, souhaitait faire de sa mort un événement public pour protester contre le récent jugement rendu par la Cour suprême du Canada contre le suicide avec assistance médicale.

Mais il a renoncé à son suicide public mardi soir, en attribuant sa décision à ce qu'il a décrit comme un «cirque médiatique».

«Je ne parlerai plus à un seul membre des médias canadiens à propos de ma vie ou de ma mort», a déclaré M. Krickhahn dans une déclaration de trois paragraphes qui a été lue par un de ses défenseurs en entrevue téléphonique. J'ai été déçu et blessé par la réaction des médias.»

M. Krickhahn n'a pas fixé de nouvelle date pour son suicide. Il prévoit s'enlever la vie en absorbant une surdose de somnifères.

M. Krickhahn, qui souffre de la maladie de Lou Gehrig, ou sclérose latérale amyotrophique, avait invité quatre journalistes non identifiés à assister à sa mort mardi. Mais il a changé d'idée après que les représentants de la presse se soient réunis dans le hall de l'immeuble où il vit pour sa tentative de suicide. Un seul journaliste a accepté l'invitation de M. Krickhahn d'assister à son suicide.

Le reporter Ian Harvey, du Toronto Sun, se trouvait dans l'appartement de M. Krickhahn à Toronto et il a déclaré que ce dernier semblait avoir changé d'idée après une conversation téléphonique chargée d'émotion avec un membre de sa famille qui lui a dé-

conseillé de faire de son suicide un spectacle public.

Mais un porte-parole de la Société Right to Die, qui appuie M. Krickhahn, a accusé les médias d'être, par leur comportement, responsables de l'annulation du suicide.

«Certains journalistes étaient prêts à traiter cela avec sensibilité, d'autres pas», a déclaré M. John Hofsess après avoir discuté avec M. Krickhahn. Il n'a pas précisé ce que les journalistes auraient fait pour inciter M. Krickhahn à faire volte-face.

Des opposants à l'euthanasie, comme Sabina McLuhan, de l'organisation Campaign for Life à Toronto, disent que la Société Right to Die exploite M. Krickhahn.

La question du droit au suicide avec l'aide d'un médecin a soulevé un débat à travers tout le pays récemment avec la cause de Sue Rodriguez, qui a perdu en Cour suprême.

Mme Rodriguez serait entrée dans la phase terminale de la maladie, la même que celle dont souffre M. Krickhahn, et qui entraîne éventuellement la paralysie et la mort, possiblement par suffocation.

Par ailleurs, certains disent que la volte-face de M. Krickhahn, mardi, illustre le problème qui se pose à tous les médecins auxquels on demande de l'aide pour commettre un suicide.

«L'un des problèmes avec l'aide au suicide, c'est que les gens changent parfois d'avis», notait le docteur Fred Lowy, de la faculté de bioéthique de l'Université de Toronto.

D'autres font valoir au contraire que cela prouve la nécessité d'une loi légalisant les suicides «assistés», parce que la loi pourrait exiger la présence d'un médecin. Si, au dernier moment, la personne malade changeait d'idée, le médecin serait là pour administrer un antidote, a souligné Eike Kluge, spécialiste en éthique médicale à l'Université de Victoria.

Coupes recherchées pour tailles fortes et élancées !

Ceux qui habillent fort et élancé choisissent Bovet pour leur nouveau manteau ou blouson. Notre sélection est incomparable et nos rabais...formidables!

Manteau long à devant droit, 100% nylon, doublure amovible. Aubergine, noir ou marine. Tailles courtes et moyennes, 36-46, élancées 42-56, fortes 48-60.
Prix courant 165\$ et 180\$
Solde 129,99 et 139,99

Anorak 3/4 100% nylon doublé. Capuchon amovible. Vert/marine. Tailles moyennes 36-46, élancées 42-56, fortes 48-60.
Prix courant 160\$ et 175\$
Solde 129,99 et 139,99

Blouson doublé de laine polaire. Sarcelle. Tailles moyennes 36-46, élancées 40-58, fortes 48-66.
Prix courant 100\$ et 115\$
Solde 79,99 et 94,99

Tailles fortes et élancées

* Tailles fortes et élancées disponibles à ces magasins.

* 4475 boul. Métropolitain Est.....374-4555	Galeries d'Anjou.....353-6310	
* Carrefour Laval.....687-1670	* Promenades St-Bruno.....653-5100	
* Centre Eaton (niveau métro).....849-9281	* Carrefour Angrignon.....366-0762	
* Fairview Pte-Claire.....694-9050	Centre Rockland.....735-5441	

RÉSULTATS

Photo-Québec

Tirage du 93-11-03

2 numéros		3 numéros	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
921838	10 000 \$	761357	10 000 \$
21838	1 000 \$	61357	1 000 \$
1838	100 \$	1357	100 \$
838	10 \$	357	10 \$
38	5 \$	57	5 \$
3 numéros		4 numéros	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
92183	1 000 \$	76135	1 000 \$
9218	100 \$	7613	100 \$
921	10 \$	761	10 \$
92	5 \$	76	5 \$
5 numéros		6 numéros	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
124975	10 000 \$	905573	10 000 \$
24975	1 000 \$	05573	1 000 \$
4975	100 \$	5573	100 \$
975	10 \$	573	10 \$
75	5 \$	73	5 \$
7 numéros		8 numéros	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
12497	1 000 \$	90557	1 000 \$
1249	100 \$	9055	100 \$
124	10 \$	905	10 \$
12	5 \$	90	5 \$

Tirage du 93-11-03

	2	5	8	9	12
	21	26	31	39	40
	43	49	51	54	59
	61	62	64	66	69

T.V.A. LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO QUÉBEC

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent à verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

La SQ ne peut exécuter dans les réserves 200 mandats relatifs au trafic de tabac, d'armes, etc.

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Au moment où Québec promet de confier un mandat plus précis à la Sûreté du Québec pour lutter contre la contrebande des cigarettes dirigée par les autochtones, ce corps policier est toujours empêché d'exécuter quelque 200 mandats relatifs à du trafic non seulement de tabac, mais également d'armes à feu illégales, d'alcool et de parfums coûteux.

« Nous avons hâte de voir comment le gouvernement pourra nous donner des pouvoirs plus précis pour lutter contre la contrebande du tabac. Nous avons déjà tous les pouvoirs d'intervention, sur l'ensemble du territoire québécois, pour lutter contre toutes les espèces de crimes.

« Les ordres sont toutefois stricts, depuis la crise d'Oka de l'été 1990: il ne faut pas intervenir au sein de la communauté mohawk », indiquait hier à La Presse un policier de la SQ, proche de la direction, insistant pour dire que des réserves de cigarettes, évaluées à plusieurs millions de dollars, sont toujours disponibles dans les réserves autochtones du Québec, à Akwasasne et Khanawake notamment. « Nous savons ces choses, mais nous n'intervenons pas », a précisé le policier.

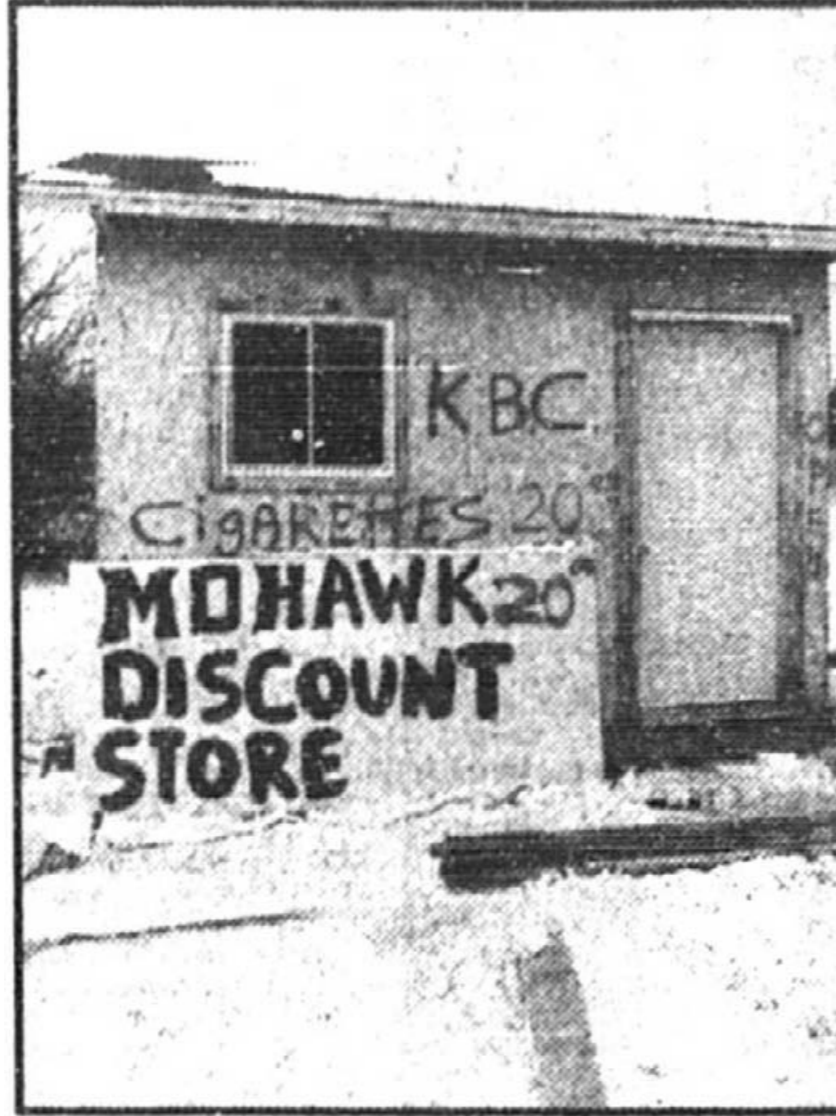


PHOTO PIERRE MCCANN, La Presse

Les Mohawks de Kanesatake font un joli pied de nez au ministre de la Sécurité publique Claude Ryan, qui a annoncé cette semaine des mesures pour contrer la contrebande de cigarettes à Oka. Des vendeurs de cigarettes illicites ont été surpris tour à tour hier par les caméras de télévision et les appareils-photo de La Presse. Et ils ne se gênent pas pour l'affirmer: la vente continue...

Le débat sur la contrebande de cigarette a repris de la vigueur depuis que des jeunes autochtones d'Oka vendent impunément leurs cigarettes, aux abords de la route 344, sous le nez des agents de la SQ. Les contrebandiers font des affaires d'or au vu et au su de tous. Cette fois ce ne sont plus les pommes qui attirent les citoyens à Oka mais les cigarettes vendues à prix d'abaïne. Les ministres Claude Ryan, de la Sécurité publique et Raymond Savoie, du Revenu, promettent depuis des correctifs.

Les officiers de la Sûreté du Québec n'osent pas affronter directement le gouvernement sur la place publique à ce sujet, mais ils s'amusent en coulisses sur le rôle joué jusqu'à maintenant par la fameuse police du tabac, mise sur pied par le ministre du Revenu, M. Raymond Savoie. « On peut facilement estimer à plus de 60 p. cent la part du marché qui se fait en contrebande, mais nous ne pouvons intervenir au coeur de l'action, c'est-à-dire dans les réserves », explique le policier gradé.

Oka n'a cependant pas le statut de réserve mais plutôt celui de territoire.

La voie maritime est utilisée pour le trafic entre les États-Unis et le Canada, mais également de petits avions, principalement des hydra-

vions, qui échappent à tout contrôle. La Sûreté du Québec, pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, n'intervient que très discrètement, en dehors des réserves autochtones, tandis que la Gendarmerie royale du Canada, principale gardienne de l'ordre dans les réserves indiennes, n'intervient pas davantage.

« Si Québec veut que nous intervenions efficacement, il faudra un projet de loi bien précis, avec des indications bien différentes que celles émises jusqu'à ce jour par le conseil des ministres », a indiqué, rieur, l'officier de la Sûreté du Québec pour qui, il est clair, que les autochtones continuent de faire la pluie et le beau temps avec toutes sortes de commerces illicites.

« Les intentions de Québec, telles qu'énoncées cette semaine et relatées par La Presse, voulant que nous soyons porteurs d'un mandat plus large, sont louables, mais il faudra attendre les textes, les ordres officiels », a poursuivi le policier.

Le projet de loi 90 qui prévoit des sanctions sévères pour les marchands de cigarettes de contrebande, 2000\$ pour la simple possession et des amendes allant jusqu'à 500 000\$ pour les trafiquants, est toujours à l'étude à l'Assemblée nationale.

La mesure a été déposée le 23 avril et devait permettre de combattre plus efficacement la contrebande.

Le directeur de la police de la CUM n'a plus de pouvoir, soutient Yves Prud'homme

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

■ Le directeur de la police de la Communauté urbaine de Montréal n'a plus de véritables pouvoirs. Ceux qui dirigent tout, y compris les situations de crise, ce sont les élus qui ne laissent plus aucune marge de manœuvre au chef.

C'est ce que soutient le président de la fraternité des policiers, M. Yves Prud'homme, qui dirige cette semaine le 21e congrès de son association de quelque 4 500 policiers. « Le plus bel exemple de ce fouillis

administratif, c'est la situation qui a prévalu le soir de la conquête de la coupe Stanley, le printemps dernier. Le chef Alain Saint-Germain, qui patrouillait avec nous, n'avait pas les coudées franches. Il s'est fait avoir par les élus qui ont refusé de l'épauler », explique M. Prud'homme, en entrevue à La Presse.

Le syndicaliste refuse de blâmer le directeur sortant du service. « Il est obligé de tenir deux discours. La soirée de la Coupe Stanley va sûrement coûter quelque 12 millions\$ à la CUM, mais le directeur n'avait que 250 000\$ pour assurer l'ordre. En doublant cette somme, pourtant,

nous aurions pu assurer l'ordre d'une façon efficace », ajoute Prud'homme.

Les policiers de la fraternité refusent d'identifier l'homme qui pourrait les diriger à compter de janvier prochain. « Si j'identifiais publiquement le candidat idéal à la succession de M. Saint-Germain, parmi la brochette d'aspirants, il est clair que ce dernier serait écarté. Ce que je peux dire, c'est qu'il est souhaitable que notre futur chef ait une colonne vertébrale solide, capable de faire face aux élus de la CUM qui n'ont pas la sécurité publique autant à coeur que la gestion des budgets. Il y a des situations où l'approche communautaire ne suffit pas », soutient M. Prud'homme.

Il ajoute que le soir de l'émeute, rue Sainte-Catherine, quelque 800 policiers travaillaient sur l'ensemble du territoire. « Pour contrer l'émeute, il eut fallu que tous ces hommes soient aux abords du Forum. Une solution impensable si l'on refuse de payer des hommes supplémentaires. C'est pourtant ce qui est arrivé, ou à peu près, avec le résultat que l'on sait, que le juge-enquêteur Albert Malouf a d'ailleurs reconnu dans son rapport commandé par le gouvernement du Québec.

Prud'homme donne l'exemple de Toronto, où le chef Bill McCormack s'est tenu debout et a exigé des troupes supplémentaires pour assurer

l'ordre lors des victoires de l'équipe des Blues Jays. « McCormack a été catégorique. Il a dit aux élus qu'il lui fallait des troupes, sinon il ne pouvait assurer l'ordre. Il leur a dit que sans ressource, il n'accepterait aucun blâme. A Montréal, cette colonne vertébrale, nous ne l'avons pas et nous ne savons pas pourquoi ».

C'est d'ailleurs sous le thème de « Partenaire de changement » que la fraternité tient son congrès, espérant que les élus de la CUM puissent comprendre l'importance d'impliquer le syndicat policier dans l'élaboration des mesures d'urgence.

L'appareil administratif est devenu très lourd, paralysant, soutient le président Prud'homme. L'accident survenu mardi matin, dans lequel deux personnes ont perdu la vie en plongeant avec leur voiture dans le canal Lachine, en est un exemple flagrant, admet-il. « Nous déplorons deux pertes de vie. La situation eut été la même si un autobus bondé avait plongé dans les eaux. Un plan précis d'intervention, sur le territoire de la CUM n'existe pas. Nous ne retrouvons jamais les bonnes personnes aux bons endroits ».

Il s'agit bien sûr du témoignage d'un syndicaliste, intéressé à grossir les effectifs policiers, mais personne ne peut nier un certain malaise au sein de ce corps policiers qui coûte quelque 350 millions aux contribuables.

Plus de protection policière pour le maire de Cornwall

Presse Canadienne
CORNWALL, Ontario

■ Le maire de Cornwall Ron Martelle, qui avait décidé de se cacher après avoir reçu des menaces de mort de la part des contrebandiers de cigarettes, a déclaré hier qu'il avait demandé à la police de mettre fin à sa protection.

« Après en avoir discuté avec la police municipale, il a en effet été décidé qu'il n'y aurait plus de surveillance particulière, ni d'escortes policières ni rien d'autre du genre, après ce week-end », a dit M. Martelle.

« On revient à la normale lundi. » M. Martelle et sa femme Sue avaient fui leur foyer le 19 septembre après avoir reçu des menaces à la suite de son opposition publique à la contrebande de cigarettes.

Les Martelle sont retournés chez eux deux jours après, a révélé hier le chef de police adjoint Joe St. Denis.

Cependant, le maire a souligné qu'il avait continué à se faire escorter par la police dans tous ses déplacements au cours des semaines suivantes.

« Mais ils ne sont pas restés chez moi 24 heures sur 24 après ça. Ils passaient tout de même devant ma maison plus souvent que d'habitude, et ainsi de suite. »

M. Martelle, qui est un ancien agent de la GRC, s'est prononcé avec vigueur contre la violence entourant les activités des contrebandiers dans cette ville de l'est de l'Ontario.

MM. Martelle et St. Denis ont tous deux refusé hier de donner des détails au sujet des menaces qui avaient provoqué la mise en place de mesures de surveillance.



Pierre Foglia

Un tour au Casino

■ Au vestiaire du Casino, mardi, on envoyait se rhabiller les porteurs de jeans. Il a fallu que je putasse un peu et que je promette d'être beau et propre la prochaine fois pour qu'on finisse par me laisser entrer. Mais sous escorte. Et je n'aurai pas le droit de jouer. Na.

M'en fichais. Je ne suis pas joueur. Un poker avec des amis, j'aime bien, mais les casinos m'intimident. Et puis je veux bien perdre de l'argent si ce sont des amis qui le gagnent, mais pas si c'est la mafia qui en profite, fût-elle gouvernementale.

On m'a donné pour escorte un jeune homme affable, Stéphane, pompier sans travail, bien heureux de s'être casé au Casino comme agent de sécurité. Il me mène à travers les étages, en répondant à mes questions... À la table de blackjack où nous venons de nous arrêter, un Asiatique vient de doubler sa mise sur ses deux premières cartes: 200\$. Le croupier se sert un as et ramasse les mises. À la donne suivante, le même Asiatique partage une paire de rois, 200\$ sur chaque. Bust sur le premier roi. Battu sur le second. 600\$ en fumée en moins de deux minutes...

— Au fait Stéphane, combien tu gagnes par année?

— 27 000\$. Ce n'est pas un gros salaire, mais nous avons de nombreux avantages sociaux, un mois de vacances la première année, remboursement des frais médicaux et dentaires, et les lunettes aussi je crois, euh non, pas les lunettes...

Ils font bien de ne pas leur payer de lunettes, ils pleureraient de voir combien ils se font fourrer...

C'est à l'étage des « one armed bandits », la jolie expression américaine pour désigner les joueurs de slot machine, c'est à l'étage des machines à sou que j'ai rencontré Jean-Claude Blanchette et sa femme. Jean-Claude fait le ramassage du lait dans la région de Victoriaville. Il habite Saint-Albert de Warwick. Un chanceux. Non seulement il venait de gagner 1500\$ à la Mise-au-jeu, mais il ne les a pas perdus au Casino...

— Je suis venu à Montréal avec ma femme chercher notre prix de 1500\$ et on en profite pour faire un tour au casino. On joue depuis midi, et à nous deux, on a perdu environ 40\$ dans les machines à sou. On a du fun pis ça coûte pas cher! On va revenir...

Deux fois sur trois, les « one armed bandits » sont des mémés-bingo. Je n'ai pas compris, quand s'est fait le débat sur le Casino, qu'on ait si peu parlé des bingos. Combien de bingos, chaque soir au Québec? Assurément plusieurs centaines, assurément le souffle exténué d'une culture populaire exsangue...

Si on a peu parlé du bingo, on a beaucoup parlé de la pègre lors du débat sur le Casino. Mardi soir, j'ai reconnu quelques têtes, ici et là. La pègrelette. La petite mob des soirées de boxe de jadis. Venus en clients. Pigeons comme les autres qui, pour une fois, paient leurs taxes d'amusement, comme les autres...

Rencontré aussi LE joueur, le pro, le futur de Vegas, d'Atlantic City et de Porto-Rico. Il a bien voulu me parler, si je ne le nommais pas.

— Écris que c'est un casino mickey mouse!
— Comment ça?
— Il n'y a pas d'action!
— Pas d'action? C'est plein de monde, on ne peut même pas circuler dans les allées...

— Le nombre ne fait pas la qualité. Ça gage, petit. Aucune de taule à 25 000\$ la shot. Pas de « marqués » (les joueurs qui peuvent emprunter jusqu'à 200 000\$ à la maison). Pas de dés, les dés c'est la quintessence du jeu. Bref, un casino de province. Pour une clientèle de « locaux ». Un casino qui ne mettra sûrement pas Montréal sur le circuit des « high rollers »...

Gérard Mollet n'aspire pas du tout à devenir un high roller. Employé saisonnier au club de golf Royal de Bromont, c'est le « local » typique. Mardi c'était sa huitième visite au Casino où il a déjà ses habitudes...

— J'arrive de bonne heure, à l'ouverture, pour être sûr d'avoir une place à une table de blackjack. Les premiers jours ce n'était pas évident de trouver une place. Ils ont refusé beaucoup de monde... J'achète pour environ 300\$ de jetons. Je joue entre 10 et 25 dollars le coup. Je joue jusque vers six heures du soir. Je me suis fixé une limite pour ce que je peux perdre dans une journée, mais pour l'instant je suis en avant, à peu près mille dollars...

Gérard ne tarit pas d'éloges sur l'accueil...
— La gentillesse du personnel est incroyable. Je ne m'attendais vraiment pas à ça. Les croupiers, les surveillants d'ilots, super sympas. Bien sûr, on sent qu'ils manquent un peu d'expérience, mais on est prêt à leur passer n'importe quoi pourvu que l'ambiance reste comme elle est...

— Jamais d'erreurs, de contestations?
— Une fois. Un petit accrochage. Le croupier a ramassé les mises avec un « 18 », et un joueur a protesté après coup, il prétendait qu'il avait « 19 ». Ils ont fait sortir le film de la caméra qui enregistre tout au-dessus des tables. C'est le client qui avait raison, il a été remboursé avec les excuses de la maison...
— Toujours les mêmes joueurs?
— Je revois souvent les mêmes têtes. Beaucoup, beaucoup d'Asiatiques.
— Tu te considères comme un joueur compulsif?

— Du tout. Je suis là souvent parce que je gagne. Quand je vais perdre mon avance, je jouerai moins souvent et toujours selon mes moyens...

Mardi, huit heures du soir. Les trois immenses parkings du Casino de Montréal sont archi pleins. Je ne me rappelle plus où j'ai garé ma voiture. Pendant que je la cherche d'un étage à l'autre, me reviennent en tête les articles et les chroniques qui disaient que c'était encore les pauvres qui allaient se faire baiser à ce jeu-là.

J'ai fini par retrouver mon tas de ferraille entre deux chars de l'année. Dieu merci, les pauvres n'étaient pas venus se faire baiser à pied...

Des Nikon de belles photos!

ENSEMBLE ONE TOUCH 200

- Mise au point et exposition automatiques
- Chargement et entraînement automatiques du film
- Flash avec réducteur de l'effet des yeux rouges
- Incluant: piles, film et étui

159⁹⁹\$

APPAREIL NIKON TW-ZOOM 85

- Objectif zoom 32 mm à 85 mm
- Auto-focus, mode panoramique
- Dioptrie ajustable

279⁹⁹\$

ENSEMBLE NIKON F401X

- avec obj. zoom 35-70 mm
- Auto-focus ultra-rapide
- Flash automatique intégré
- Mode de programmations multiples
- Retardateur
- Incluant: piles, film et étui

629⁹⁹\$

« TOUT POUR LA PHOTO VIDEO »

L. L. LOZEAU L.TÉE

6229, rue ST-HUBERT, MtL H2S 2L9

Tel: 274-6577
Fax: 274-4221
1-800-363-3535

FAIRE SON VIN C'EST FACILE

PUR VIN

La qualité des vignobles

Moût de raisin réfrigéré pour faire son Vin

Plus de 100 dépositaires PurVin au Québec pour mieux vous servir.

PUR VIN, 1265 Boul. O'Brien, St-Laurent, Qué., Canada, H4L-3W1, 747-3534

Recette pour faire son vin

- Verser le moût (jus) Pur Vin dans la chaudière. Ajouter l'eau et la levure.
- Laisser fermenter 4 semaines à une température ambiante.
- Transvider votre vin à une tourie en verre et laisser reposer 2 semaines.
- Embouteiller votre vin et consommer.

Prix de revient moins de \$2.00 la bouteille

Équipement nécessaire pour faire son vin généralement vendu pour moins de \$60.00

Les moûts PUR VIN, la qualité avant tout

Boeing à la mer: 1 blessé

d'après Reuter et AFP

HONG KONG

■ Un Boeing 747 de la compagnie taïwanaise China Airlines transportant près de 300 personnes a plongé ce matin dans le port de Hong Kong.

Un porte-parole gouvernemental a précisé que l'avion venait de Taipei et devait atterrir à l'aéroport international Kai Tak. L'appareil, le vol 605 en provenance de Taipei transportant 272 passagers et 21 membres d'équipage (bien 272 et 21), a quitté la piste à l'atterrissage, ne faisant qu'un blessé, selon un premier bilan.

Selon un journaliste sur place, l'appareil était à moitié immergé dans l'eau, l'exception de son nez, resté sur la piste. Des remorqueurs et de nombreux bateaux se sont portés au secours de l'avion.

**PAS DE TPS
PAS DE TVQ**



**2 DERNIERS
JOURS**

OUVERT DIMANCHE POUR VOS APPELS TÉLÉPHONIQUES

VOUS POUVEZ RÉSERVER POUR DES DATES ULTÉRIEURES...

NETTOYAGE DE TAPIS



16\$ Par pièce
(Minimum de 2 pièces à ce bas prix)

59\$ Spécial pour quatre pièces

SUPER-OFFRE
Maison complète:

89\$ 5 pièces couloir et jusqu'à 15 marches

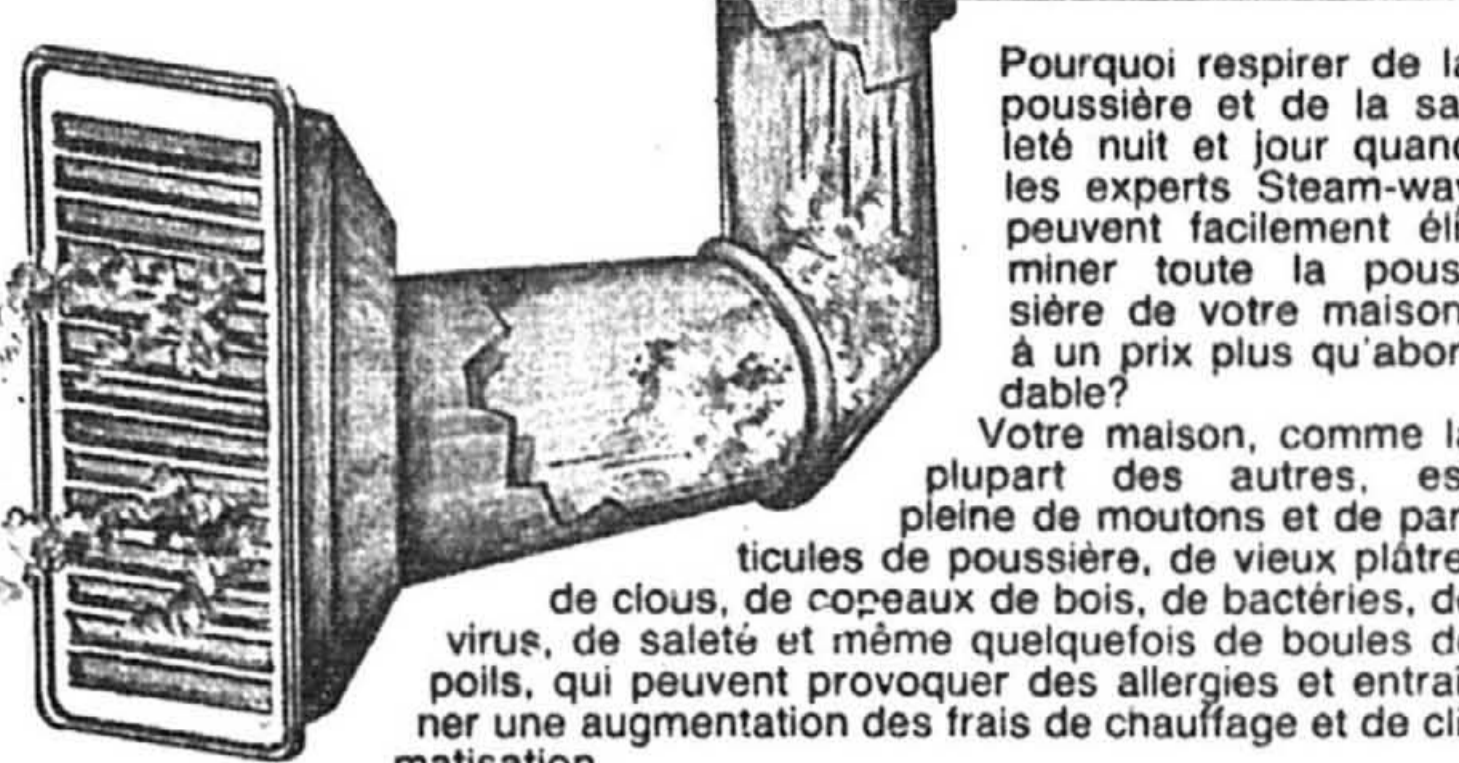
45\$ Canapé de toute dimension ou 2 chaises

100% SATISFACTION GARANTIE

TÉLÉPHONEZ : DU LUNDI AU VENDREDI DE 8 H À 21 H 30
* SAMEDI ET DIMANCHE DE 8 H À 17 H

NETTOYAGE DES CONDUITS DE VENTILATION

SPÉCIAL 1900\$ 9^{ms} par bouche de ventilation



Pourquoi respirer de la poussière et de la saleté nuit et jour quand les experts Steam-way peuvent facilement éliminer toute la poussière de votre maison, à un prix plus qu'abordable?

Votre maison, comme la plupart des autres, est pleine de moutons et de particules de poussière, de vieux plâtre, de clous, de copeaux de bois, de bactéries, de virus, de saleté et même quelquefois de boules de poils, qui peuvent provoquer des allergies et entraîner une augmentation des frais de chauffage et de climatisation.

NOS PROFESSIONNELS FONT DU BON TRAVAIL.
NETTOYAGE DE CONDUITS DE SÈCHEUSES
Rendez-vous en soirée sans frais supplémentaires

Estimation commerciale disponible.

S SERVICES DE NETTOYAGE
STEAM-WAY
POUR UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT

COMPOSEZ **333-3333**

Les professionnels qui nettoient vos conduits à fond. Spécialistes en maisons avec ou sans accès aux conduits. ON CROIT EN LA PROPRETÉ ET LA PURETÉ DE L'AIR POUR UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT.

LE MEILLEUR TRAVAIL À UN PRIX EXCEPTIONNEL ET UNE MAISON SANS POUSSIÈRE ET SALETÉ.

Les deux comparses d'un récidiviste capturé sont toujours en cavale

ÉRIC TROTTIER

■ Gaétan Doure, cet individu atteint de deux projectiles à la mâchoire et aux testicules à la suite d'une spectaculaire chasse à l'homme, mardi soir, est un spécialiste des évasions et des poursuites policières.



Gaétan Doure

Doure, 27 ans, repose toujours dans un état grave, mais stable, à l'Hôpital juif de Montréal, après avoir été blessé par la police, dans le stationnement d'une compagnie de la rue Beauharnois, dans le secteur industriel situé au nord du boulevard Métropolitain, à Montréal.

En compagnie de ses deux complices, Christian Grenier et Stéphane Morin — recherchés activement hier soir — Doure s'est fait intercepter en fin d'après-midi mardi, par deux policiers de Laval, alors qu'il se trouvait armé, à bord d'une Oldsmobile Cutlass appartenant à une de ses connaissances. Au lieu de s'immobiliser, les trois fuyards ont ralenti et l'un d'eux a ouvert le feu en direction des policiers.

Une poursuite s'est alors engagée sur l'autoroute des Laurentides, direction sud. Tout au long de la course, les suspects ont tiré sur les policiers et vers d'autres automobilistes.

Ils se sont finalement rendus jusqu'à un stationnement de la rue Beauharnois, où Doure a été atteint d'une décharge dans les testicules, et d'une autre à la bouche. Intubé, il n'a pas encore parlé depuis.

Mais les policiers le connaissent très bien, notamment pour ses multiples évasions, ses nombreux vols de banque et son caractère violent. Doure s'est évadé le 25 septembre dernier alors qu'il se trouvait sous bonne garde à l'hôpital Notre-Dame, où il avait été admis pour «soigner ses instincts suicidaires». Il était alors en attente d'un procès pour une série de vols à main armée. Il avait réussi à déjouer son gardien en le menaçant d'un couteau et en s'emparant de ses vêtements. Déguisé en garde de sécurité, il n'avait eu aucune difficulté à quitter l'hôpital.



Christian Grenier

Deux jours plus tard, il était reconnu par la police lors d'un vol à main armée commis dans une banque à Montréal. Depuis, il est soupçonné d'avoir perpétré pas moins de sept hold-up dans la métropole, et autant à Laval.



Stéphane Morin

Il avait aussi défrayé la manchette en février dernier, quand il a donné la frousse aux policiers lors d'une autre folle chasse à l'homme. Il s'était évadé quelques semaines plus tôt du Centre fédéral de formation de Laval et était soupçonné d'avoir commis cinq vols à main armée en dix jours lorsque les policiers l'ont retracé. La poursuite, entamée à Montréal, avait mené le suspect et les policiers jusqu'à Boisbriand, en pleine heure de pointe, et Doure n'avait pas hésité à rouler en sens inverse sur l'autoroute pour échapper à ses poursuivants!

Déjà, à cette époque, les policiers le décrivait comme un individu «prêt à tout» pour ne pas retourner en prison. Doure et ses deux comparses en a donné une bonne démonstration mardi soir.

La police de la CUM, qui enquête sur l'événement de mardi, tentait de mettre la main au collet des deux autres suspects, Christian Grenier et Stéphane Morin, hier soir. Ces derniers sont aussi de récents évadés d'une prison de Laval.

Nulle trace du Cessna dans le fleuve

GEORGES LAMON

■ Les équipes de plongeurs de la Sûreté du Québec épaulées par la Garde côtière canadienne poursuivent toujours leurs recherches en vue de localiser l'avion de type Cessna 172 qui s'est abîmé dans les eaux de fleuve Saint-Laurent samedi, à la hauteur de Saint-Sulpice.

Jusqu'ici, les résultats sont restés vains. Ni les plongeurs, qui travaillent avec une visibilité d'à peine huit pouces, ni le navire n'ont décelé la présence de l'appareil.

Rappelons que l'appareil, piloté par Philippe-Michel Garreaud, 20 ans, avec à son bord un ami, Daniel Marcil, 31 ans, est entré en collision avec un autre appareil de type Beach Craft à environ 1500 pieds du sol. Le pilote du Beach Craft a heureusement eu plus de chance, il a pu se poser en dépit des avaries causées par la collision.

Serge Lemire, enquêteur au Bureau de la sécurité des Transports du Canada, a précisé, hier à La Presse, que les recherches se poursuivraient encore jusqu'à dimanche. Et il n'est pas impossible qu'elles soient prolongées au-delà de cette limite.

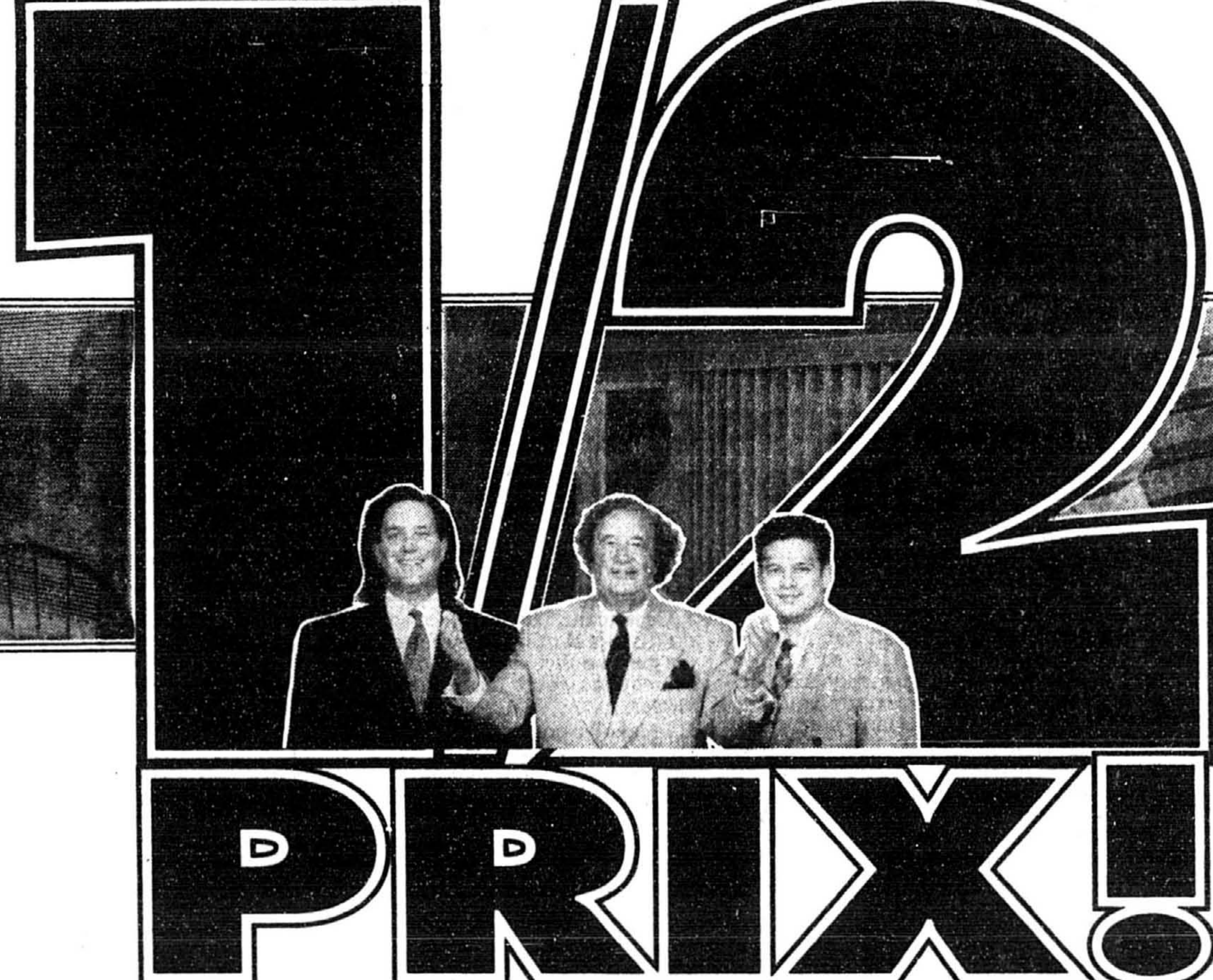
Tout en signalant que des collisions en plein vol sont très rares, Serge Lemire a admis que dans le vol à vue pour deux avions isolés, il n'était guère facile pour les pilotes de voir le mouvement d'un appareil, quelques secondes avant l'impact. Il a rappelé l'accident similaire, qui s'était produit à Sainte-Julie au cours de l'été 1988; deux petits appareils étaient alors entrés en collision, causant la mort de deux personnes.

M. Lemire explique cette absence de résultats par le fait que l'appareil pesant environ 1 000 kg, ait pu dériver considérablement dans le fond inégal de l'eau depuis samedi, emporté par le courant. Et encore si l'on retrouve l'appareil, rien ne dit que les corps des deux passagers s'y trouvent encore à l'intérieur. Ils ont pu aussi être éjectés de la carlingue après l'impact. De sorte qu'on pourrait même les retrouver à Trois-Rivières. D'ailleurs, il a assuré que si les corps avaient été éjectés du cockpit, on ne les rechercherait pas.

HÂTEZ-VOUS!
2 semaines seulement!

**OUI, PAPA!
C'EST NOTRE PREMIÈRE**

SUPER-VENTE «SUR MESURE»



OBTENEZ VOS STORES à 50% du PRIX de LISTE du FABRICANT, SUR LES:

- ★ Verticaux sur mesure
- ★ Stores vénitiens sur mesure
- ★ Stores plissés sur mesure
- et beaucoup plus!

UNE IMMENSE SÉLECTION!

VOUS TROUVEREZ AUSSI LES PLUS BAS PRIX SUR LES GRANDEURS STANDARDS DE STORES VERTICAUX, HORIZONTAUX, PLISSÉS et STORES DE TOILE • DRAPERIES • LITERIE • ACCESSOIRES de SALLE de BAINS • ETC!

ENSEMBLES DE DRAPS EN PERCALE
Belle sélection des ensembles en percale 180 fils / p.c.l. Comprend 1 drap plat, 1 drap contour, 2 toies d'oreiller (1 pour lit simple).

Simple	Double	Reine	Roi
16 ⁹⁹	26 ⁹⁹	32 ⁹⁹	47 ⁹⁹

ÉDREDON de DUVET D'OIE BLANC
SUPERBE COUETTE de DUVET! Construction par carreaux entièrement cloisonnés 2" x 10", enveloppe de coton 100% percale, tissé à 260 fils / p.c.l.

SIMPLE	DOUBLE	REINE	ROI
69 ⁹⁹	99 ⁹⁹	119 ⁹⁹	149 ⁹⁹

ENSEMBLES DE DRAPS EN FLANELLETTE WARASSO
Première qualité! L'ensemble comprend 1 drap plat, 1 drap contour, 2 toies d'oreiller (1 pour lit simple). Rég. 39,99 - 59,99.

Simple	Double	Reine
21 ⁹⁹	27 ⁹⁹	31 ⁹⁹

3500 boul. St-Joseph est
entre les boulevards St-Michel et Pie-IX
En affaires depuis 44 ans, des MILLIONS de clients satisfaits

Au Bon Marché

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi: 9h15-18h
Samedi: 9h-17h
Fermé le dimanche

Le plus grand centre d'escompte en décoration au Canada!

Gyno Vigliotti coupable de 3 meurtres

YVES BOISVERT

■ Gyno Vigliotti, le jeune homme de Boisbriand qui avait admis avoir assassiné trois femmes dans la nuit du 29 août 1992, a été déclaré coupable de trois meurtres non prémédités, hier matin.

Après le verdict des douze jurés, qui délibéraient depuis lundi matin, le juge Jean-Guy Boilard, de la Cour supérieure, a condamné Vigliotti (23 ans) à l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant 20 ans.

« Extrême violence »

« Une plus grande sévérité doit être manifestée par les juges face à la violence qui frappe la société canadienne de toutes parts, a dit le juge Boilard. Même si l'accusé est un jeune homme, même s'il a de la difficulté à contrôler ses impulsions, la sentence doit refléter l'extrême violence » de ses actes, a dit le juge pour expliquer pourquoi il fixait le seuil d'inadmissibilité à la libération conditionnelle à 20 ans (le minimum est de dix ans et le maximum de 25).

Dans la soirée du 28 août 1992, Vigliotti, qui roulait à Rosemère, a fait monter à bord de sa voiture Marie-Thérèse Labelle, une prostituée de 32 ans. Elle lui a fait des propositions, mais il n'avait pas d'argent sur lui. Une querelle a éclaté, il est devenu enragé et l'a frappée avec une telle violence que sa victime était à peine identifiable. Il l'a jetée sur le bord de la route.

Le jeune homme est ensuite retourné là où il avait laissé le corps de M^{me} Labelle. Les policiers étaient sur place. Vigliotti, qui paraissait très nerveux, s'est mis à poser des questions aux gens au sujet de la victime, mais personne n'a remarqué que l'intérieur de sa voiture était maculé de sang.

Chez le médecin

Il est ensuite retourné chez son père, à Boisbriand, où il demeurait. Son père, voyant son agitation, l'a emmené voir un médecin, qui lui a prescrit des calmants. Vigliotti est retourné chez lui et est parti prendre une marche.

Il s'est rendu chez une voisine, M^{me} Lorraine Pérusse-Bourgeois, 60 ans, qui était avec sa brue, Diane Paquette, 44 ans. Vigliotti cherchait désespérément de l'argent pour se procurer de la drogue. Il avait en effet un grave problème de toxicomanie.

Mais les deux femmes ont refusé de lui donner quoi que ce soit. Vigliotti s'est déchainé et les a poignardées dans un accès de rage inimaginable.

Nu et hagard

Il a été retrouvé au petit matin, à moitié nu, blessé sérieusement et complètement hagard. Il a été envoyé à l'hôpital et a avoué ses crimes aux policiers de la Sûreté du Québec.

Même si ses aveux aux policiers n'ont pas été admis au procès, la preuve contre l'accusé était accablante. Le juge Boilard n'a d'ailleurs pas ouvert le verdict d'acquiescement: la seule question qui se posait concernait son intention, son état d'esprit au moment des meurtres, et donc son « degré » de culpabilité.

Un psychologue et un psychiatre sont venus dire au jury que Vigliotti savait ce qu'il faisait au moment des crimes, mais ils l'ont décrit comme un être « mentalement désorganisé », souffrant de graves troubles de la personnalité. Ces troubles psychologiques, qui faisaient que Vigliotti a grand peine à se contrôler, étaient empirés par ses problèmes de drogue (il était dépendant de la cocaïne).

Le jury a donc conclu que la preuve ne permettait pas de supposer que les trois meurtres avaient été prémédités, comme le disait la Couronne. Mais le jury n'a pas accepté non plus la thèse voulant que Vigliotti ait à ce point perdu les pédales, à cause de son intoxication (qui n'était pas si claire) et de ses problèmes psychologiques pour conclure à un « homicide involontaire », comme le plaidait la défense. Le verdict mitoyen du meurtre au deuxième degré (non prémédité) a donc été retenu.

« Caractère sordide »

Tous les meurtres provoquent la révolusion, a dit le juge Boilard. Mais « la preuve a révélé sans l'ombre d'un doute que ces trois meurtres ont un caractère absolument sordide, et témoignent d'une sauvagerie peu commune ».

Même s'il dit avoir « perdu bien des illusions quant au pouvoir dissuasif des décisions des tribunaux », le juge Boilard a déclaré qu'il était important néanmoins d'« envoyer un message » à la société: « Dorénavant, a-t-il dit, la réaction des juges vis-à-vis des actes de violence doit être plus sévère. »

L'incendie d'une conciergerie devait camoufler un meurtre

MARCEL LAROCHE

■ L'incendie d'origine douteuse survenu tôt hier matin dans une tour d'habitation de l'ouest de Montréal, et au cours duquel une femme y a trouvé la mort, a définitivement été allumé pour camoufler une sordide affaire de meurtre!

La victime de ce mystérieux assassinat, Claude Ferron, une dame de 55 ans dont le cadavre à demi-nu et noirci par la fumée a été découvert dans son appartement, a été étranglée avant que son assaillant y mette le feu, dans le but évident de faire disparaître toute trace de son crime.

Ce subterfuge a failli réussir puisque les pompiers appelés à combattre un début d'incendie à l'appartement 205 d'un immeuble de 11 étages, au 6300 de la rue Lennox, dans le quartier Côte-des-Neiges, à Montréal, vers 2h55 dans la nuit de mardi à mercredi, ont tout d'abord cru en un feu de matelas provoqué par un article de fumeur.

Des voisins de palier ont d'ail-



leurs entendu dès le début du sinistre une petite explosion provenant du logis incendié, bruit vraisemblablement causé par l'éclatement d'une cannette d'aérosol.

Bien que les flammes n'aient ravagé que l'appartement occupé par la quinquagénaire, l'épaisse fumée se dégageant du brasier a tout de même forcé l'évacuation par mesure de sécurité d'une bonne centaine de locataires qui ont cependant pu réintégrer leurs logis.

Ce n'est qu'une trentaine de minutes plus tard, après avoir maîtrisé le sinistre, que les pompiers ont retrouvé le corps à demi-nu de la victime gisant dans son lit.

Le cadavre calciné de la victime a été transporté à la morgue de Montréal où une autopsie a démontré des marques de strangulation.

PHOTO SYLVETTE MORRISSETTE, collaboration spéciale

Des recherches sommaires effectuées dans l'appartement incendié, et surtout la disposition du corps au moment de la macabre découverte, ont aussitôt intrigué les enquêteurs de la section des incendies criminels de la CUM appelés sur les lieux du drame.

Comme l'affaire semblait des plus suspectes, le tout a été transféré au lieutenant-détective Claude Lachapelle et aux sergents-détectives Gérard Saint-Germain et P.A. Langlais, de la section des homicides de la CUM.

Après avoir acquis la certitude qu'une main criminelle était à l'origine du sinistre, les policiers ont dû attendre les résultats de l'autopsie pratiquée hier au laboratoire de médecine légale de Montréal pour apprendre que la quinquagénaire avait été étranglée à mort.

Les enquêteurs poursuivaient toujours leurs recherches, tard hier soir, pour tenter d'éclaircir les circonstances entourant ce 60^e meurtre perpétré depuis le début de l'année sur le territoire de la CUM.

Dix-sept chefs d'accusation déposés contre Michel Fréchette

ÉRIC CLÉMENT
collaboration spéciale

■ Dix-sept chefs d'accusation ont été déposés au Palais de justice de Trois-Rivières, lundi, contre l'homme d'affaires Michel Fréchette et un de ses frères, Marc-Henri Fréchette, relativement à la faillite de la compagnie Syquartz et à celle, personnelle, de Michel Fréchette.

Les deux frères, impliqués dans des enquêtes au Canada, aux États-Unis et en Europe, diverses affaires dont *La Presse* a fait état à plusieurs reprises depuis un an, feront face le 7 décembre à des accusations de fraude, d'obtention de crédit par faux-semblant, d'utilisation de faux documents

et, concernant Michel Fréchette, d'infraction à la Loi sur la faillite.

Ces accusations font suite à une enquête de la section des délits commerciaux de la GRC à Québec, assistée du bureau d'Interpol. La GRC a fait savoir, hier, que les deux préteurs du projet de construction de l'usine Syquartz, dans le parc industriel de Trois-Rivières, soit la Banque Nationale du Canada et la Société de développement industriel du Québec, ont consenti des prêts totalisant 4,6 millions sur de fausses représentations.

L'usine, un projet de neuf millions, devait produire du quartz synthétique. Sphynx, un des partenaires du projet, avec un investissement de 700 000\$, avait révélé à *La Presse* en décembre

1992 qu'il y avait « un trou de plus d'un million de dollars dans la caisse » avant même le début des activités.

Michel Fréchette est aussi poursuivi pour avoir entrepris de multiples activités commerciales bien qu'il soit failli depuis 1991 et sans l'avoir révélé au syndic comme la loi l'y oblige. Selon l'inspecteur chargé de sa faillite, M. Claude Bélanger, ce sont plusieurs dizaines de millions de dollars qui auraient été détournés par Michel Fréchette depuis 1991.

Les accusations portées ne sont que le début des déboires judiciaires de Michel Fréchette, un ancien vérificateur de l'impôt fédéral, car il pourrait répondre d'ici quelques mois à des accusations

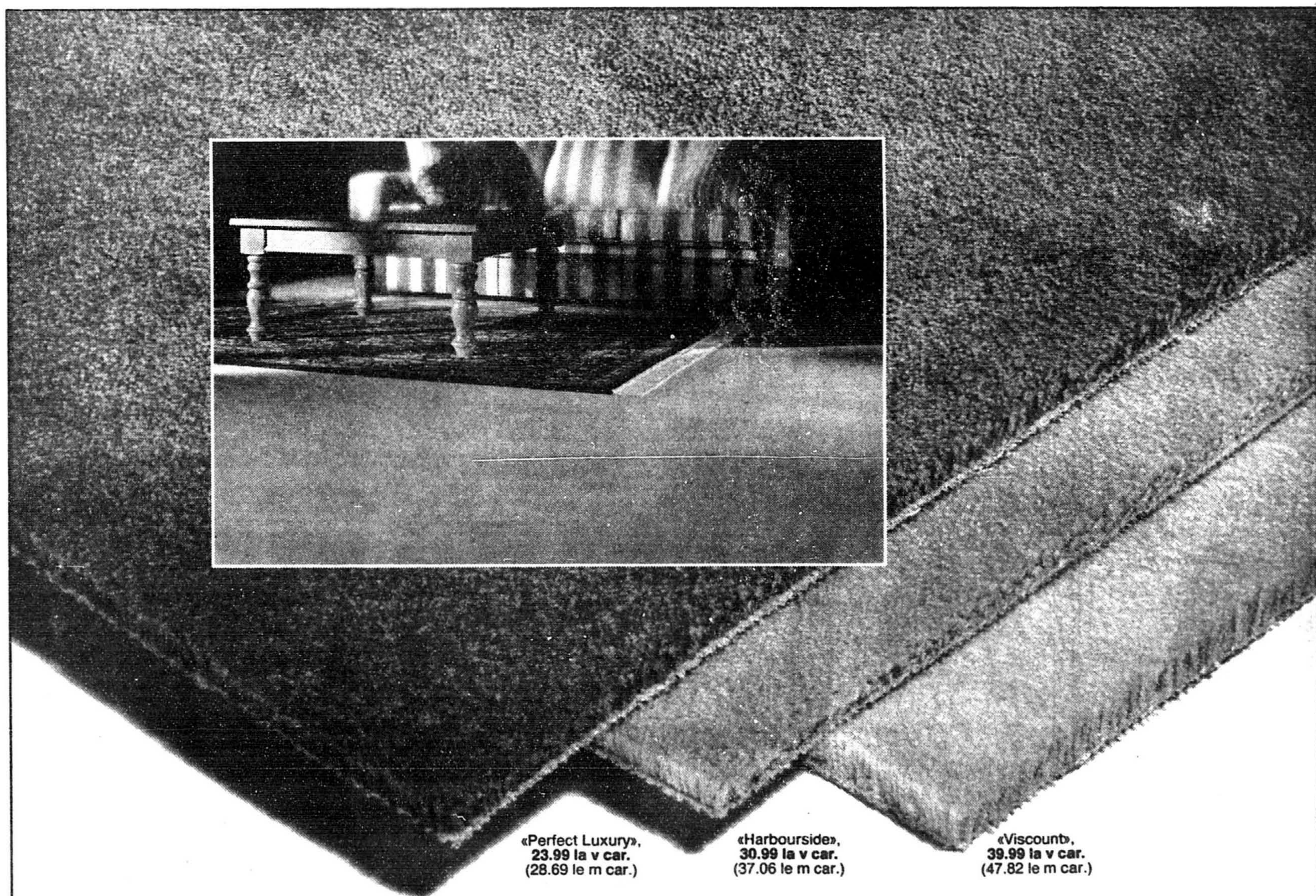
de fraude fiscale, selon Revenu Canada. La GRC et Revenu Canada ont procédé la semaine dernière à des perquisitions chez lui, chez ses beaux-parents et dans un cabinet de comptables, à Sorel.

D'après les informations parues dans *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, ces visites ont permis de découvrir de nombreux documents en relation avec les diverses affaires pour lesquelles Michel Fréchette a fait les manchettes depuis un an, notamment les projets de recherche de plusieurs millions de dollars (donnant d'importantes exemptions fiscales) impliquant l'Université Laval et l'Université du Québec à Trois-Rivières.

On devrait parvenir à mieux saisir le rôle qu'il a joué dans la

déroute d'un ambitieux projet industriel de dix millions de dollars à Tours, en France. Soupçonné d'avoir retiré une partie des fonds qu'avaient investis l'État français, la région de la Touraine et des investisseurs québécois dans ce projet, Michel Fréchette fait l'objet de poursuites pour escroqueries en France.

Les accusations portées et les documents découverts devraient rendre possible l'identification des individus qui auraient permis à Michel Fréchette de mener des activités financières à travers de nombreuses sociétés telles que Placements Fré-Fré Ltée, Basicjoin Ltée, C.M.F. Agents Financiers, Placements Monsiet, Corporation Serfim et le Groupe Vidéo Cube.



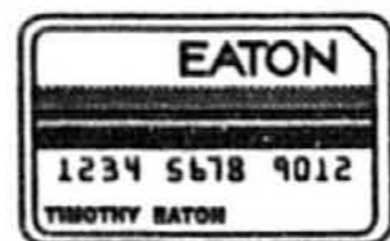
«Perfect Luxury»,
23.99 la v car.
(28.69 le m car.)

«Harbourside»,
30.99 la v car.
(37.06 le m car.)

«Viscount»,
39.99 la v car.
(47.82 le m car.)

Voici «Grand Luxura», les moquettes haut de gamme pour embellir votre demeure

23⁹⁹\$ à 39⁹⁹\$
la v car.
(28.69 à 47.82 le m car.)



Les moquettes de qualité supérieure «Grand Luxura» de Crossley Carpets offrent, grâce à une technologie de pointe, une meilleure résistance aux taches et à la saleté domestiques. De plus, elles sont très élégantes. Faites votre choix parmi une belle sélection de motifs et de teintes qui s'harmoniseront à votre décor.
«Perfect Luxury», 23.99 la v car. (28.69 le m car.)
«Harbourside», 30.99 la v car. (37.06 le m car.)
«Viscount», 39.99 la v car. (47.82 le m car.)
Rayon de la moquette, 272.

Renseignez-vous à l'achat de moquette.
Eaton Centre-ville et Service d'achat à domicile pour la moquette: 284-8484
Anjou: 493-8311
Pointe-Claire: 697-6420
Cavendish: 485-4311
Laval: 973-5311
Saint-Bruno: 461-2345

Bernard-Henri Marty chez Eaton à ANJOU

À quel âge le destin vous sera-t-il favorable? Bernard-Henri Marty se fera un plaisir d'en discuter avec vous et de signer un exemplaire de son livre «Êtes-vous né(e) sous une bonne étoile», les samedi 6 et dimanche 7 novembre de 12 h 30 à 15 h, Eaton à Anjou, boutique Nouvel Âge.

Êtes-vous né(e) sous une bonne étoile, 19.95 ch.

EATON
Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

Sous Vaillancourt, Laval souscrirait au programme de Chrétien

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le maire Gilles Vaillancourt a annoncé hier que s'il est réélu, Laval participera au programme d'investissement majeur du nouveau premier ministre Jean Chrétien, ce qui permettra d'effectuer 80 millions de dollars de travaux routiers dans l'île Jésus et entraînera la création de 1600 emplois sur le territoire.

«Ce programme est sur deux ans et il sera réalisé sans affecter de quelque façon que ce soit le compte de taxes des Lavallois et le niveau d'investissement municipal», a-t-il précisé lors de sa dernière rencontre de presse avant le scrutin de dimanche.

Il a spécifié qu'il avait officiellement endossé le programme d'investissements majeurs de M. Chrétien vendredi dernier.

En ce qui regarde le transport routier ou en commun, M. Vaillancourt a souligné que Laval avait présenté un mémoire au

soutien d'un projet de TGV reliant Québec et Windsor, avec un tracé qui comprend la desserte de l'aéroport de Mirabel.

«Dans le contexte de l'engagement du nouveau gouvernement fédéral d'annuler le contrat des hélicoptères, je crois que le TGV est une solution de rechange intéressante et porteuse d'avenir», a-t-il dit.

Pour ce qui est du transport en commun local, une nouvelle administration Vaillancourt prolongera la voie réservée aux autobus sur le boulevard des Laurentides jusqu'au boulevard Saint-Martin et, dans une seconde étape, jusqu'au boulevard Degenais. Il y aura aussi des voies réservées sur l'autoroute des Laurentides et sur le pont Lachapelle (Cartierville).



«Nous ferons, poursuit-il, du terminus de Carrefour Laval le pivot central du réseau, ce qui en fera la tête de pont du projet multimodal que nous avons soumis au gouvernement du Québec et qui vise à établir un lien rapide et efficace entre les Basses-Laurentides et Montréal.»

Bilan de campagne

Il a profité de la présence des journalistes pour dresser un bilan de la campagne électorale que les candidats et les membres de PRO ont menée.

«Certains observateurs, dit-il, croient que notre campagne électorale n'a commencé qu'il y a trois semaines avec l'apparition de notre affichage. Alors qu'en tant qu'administrateurs et en tant que parti, nous sommes en campagne électorale depuis quatre ans.»

Au sujet des nombreuses critiques sur les octrois de contrats sans soumissions données par son administration, M. Vaillancourt a déclaré que Laval fonctionnait de la même façon que 98 p. cent

des municipalités du Québec et de plusieurs importantes sociétés, comme Hydro-Québec.

«Par contre, poursuit-il, je m'engage à mettre sur pied un fichier des entreprises qui sera continuellement mis à jour sur les différentes firmes pouvant travailler à Laval. Saviez-vous que pour soumissionner à la Communauté urbaine de Montréal, un professionnel doit avoir une place d'affaires sur l'île de Montréal? Si on veut enlever des barrières ailleurs, peut-être que nous ferions la même chose à Laval.»

«J'estime, a enfin ajouté M. Vaillancourt, que nous avons mené une campagne à la fois sobre et respectueuse. Nous avons soumis notre bilan à la population et elle jugera dimanche. Nous avons mené notre campagne avec respect et dignité. Vous conviendrez que nous avons été disciplinés. Pour nous, la campagne n'est pas finie. Les derniers jours sont aussi importants que les premiers. Dimanche, les électeurs jugeront sur deux styles de campagne.»



Le maire sortant de Laval, Gilles Vaillancourt

Les sondages défavorables ne découragent pas Option Laval



Le candidat à la mairie pour Option Laval, Jean Rizzuto.

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Option Laval est convaincue de pouvoir aller chercher, chez les discrets et les indécis, le nombre de votes permettant à Jean Rizzuto de devancer Gilles Vaillancourt à la mairie de Laval, dimanche.

Avec un sondage commandé par sa formation en main, M. Rizzuto a expliqué que le chef du Parti du rattachement officiel des Lavallois (PRO), Gilles Vaillancourt, avait perdu 12 points en quelques semaines, passant de 50 p. cent à 38 p. cent des intentions de vote chez les décidés. La campagne qui a réalisé le sondage d'Option Laval, les 30 et 31 octobre, se nomme Ah hoc Marketing.

Pour ce qui est des sondages CROP-La Presse et Léger Léger

(Journal de Montréal) publiés hier, M. Rizzuto dit: «Les deux sondages confirment que Gilles Vaillancourt cède rapidement du terrain. Ils démontrent qu'en moins d'une semaine, les appuis de M. Vaillancourt sont passés de 74 p. cent à 66,9 p. cent.»

Le responsable de la publicité d'Option Laval, Yves Dupré, qui occupait en 1981 les mêmes fonctions avec le PRO, soutient que tout est possible. «En 1981, on donnait la victoire à Lucien Païement quelques jours avant les élections et le soir du scrutin, c'est Claude Lefebvre qui a été élu maire», a-t-il précisé.

Pour sa part, l'organisateur en chef de ce parti, Philippe Garceau, a mentionné qu'à 10h hier matin, il avait rencontré tous les organisateurs dans chaque district et tous ont affirmé que les résultats de ces sondages ne con-

cordaient pas du tout avec ce qu'ils «sentaient» dans leur secteur.

«J'ai vu à 7h ce matin (hier) tous mes candidats et ils sont convaincus que les sondeurs (ceux qui ont travaillé pour les deux quotidiens) sont dans l'erreur», a repris M. Rizzuto.

Mais une chose est certaine, la tâche ne sera pas facile, soutiennent-ils. «Dimanche, nous allons avoir une équipe de 1500 bénévoles qui va faire sortir les voteurs. Si nous dépassons le 53 p. cent dans le pourcentage des voteurs, nos chances seront excellentes», a spécifié M^e Garceau.

Il croit que 12 candidats à des postes de conseiller pour Option Laval peuvent être élus avec M. Rizzuto.

Rien n'est gagné

De son côté, le maire sortant

Gilles Vaillancourt a souligné que c'était très reconfortant de voir de tels résultats, mais que rien n'était encore gagné pour son parti et lui-même.

«Ces résultats vont nous faire travailler plus fort car il ne faut pas se prendre pour des vainqueurs avant dimanche. Nos bénévoles seront en poste pour faire sortir le vote. Je profite de la circonstance pour inviter la population à voter massivement dimanche», a-t-il conclu.

Il croit que la lutte sera serrée dans six ou sept districts.

Pour sa part, le candidat à la mairie du Parti lavallois, Serge Tremblay, a commenté ces deux sondages ainsi: «Je ne crois pas que 560 ou 570 personnes décideront, à elles seules, du sort de la ville de Laval. La vraie décision, les vrais choix, c'est le 7 novembre prochain qu'ils se prendront.»



Si vous n'avez pas acheté votre diamant au Parchemin... Soyez assuré que vous l'avez payé trop cher!

Jean-Paul Guilbeault, Président



Prix ord. 118 \$ SOLDE 59 \$



Prix ord. 258 \$ SOLDE 129 \$



Prix ord. 445 \$ SOLDE 223 \$



Prix ord. 675 \$ SOLDE 337 \$



Prix ord. 978 \$ SOLDE 489 \$



Prix ord. 1 396 \$ SOLDE 698 \$



Prix ord. 2 200 \$ SOLDE 1 098 \$



Prix ord. 3 400 \$ SOLDE 1 698 \$



Prix ord. 5 800 \$ SOLDE 2 900 \$



Prix ord. 9 800 \$ SOLDE 4 900 \$

* Photos agrandies uniquement pour montrer les détails.



Plus de 25 ans de professionnalisme

Le Parchemin
JOAILLIER-ORFÈVRE
MEZZANINE MÉTRO BERRI
Tél.: 845-5243



NOUVEAU: LA BMW 320 EN VERSION 8 ROUES.

4 d'été, plus 4 d'hiver en prime, pour un temps limité! Cependant, pour un temps illimité, la 320 est dotée d'un équipement standard ahurissant: moteur 6 cylindres 2 litres, freins ABS aux 4 roues, sacs gonflables pour le conducteur et le passager, sièges chauffants à l'avant, miroirs extérieurs chauffants, lave-glace chauffant, radio-cassette anti-vol... la liste d'équipements standard de la 320 pourrait s'allonger sur 2 pages mais le plus

important, c'est le plaisir sans cesse renouvelé que vous aurez à conduire cette voiture. N'oubliez pas: jusqu'au 12 novembre, vous obtenez 4 roues et 4 pneus d'hiver avec votre BMW 320 1994, ou si vous préférez, la garantie 5 ans/100 000 km sans aucuns frais. Vous avez le choix!

Aucun autre fabricant Européen n'offre autant d'équipements standard que BMW en 1994.

Montréal
Canbec Automobiles Inc.
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto Inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
667-4343/Mtl 343-3412



Banlieue Ouest
Automobiles Jaibert Inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6662/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard, Rive Sud 445-4555
Montréal 875-4415

Métro: 80 p. cent des voitures de la ligne 2 roulent sur des roues fissurées

BRUNO BISSON

■ Environ 80 p. cent des 400 voitures de la ligne numéro 2 du métro de Montréal roulent sur des moyeux de roues fissurés, d'après une enquête effectuée par deux étudiants en communications de l'UQAM, dont les résultats ont été rendus publics mardi par Radio-Canada.

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal a confirmé l'essentiel des informations révélées par cette enquête, hier, mais son porte-parole, M. Pierre Laporte, a toutefois tenu à minimiser les risques de décrochage des roues soulevés par des ingénieurs et mécaniciens interrogés par les étudiants de l'UQAM.

Ces derniers, Stéphane Hébert et Annie Bugueiro, qui étudient respectivement en radio et en journalisme à l'UQAM, ont fait leur inquiétante découverte dans le cadre d'un reportage préparé pour la station de radio communautaire de l'est de Montréal, CIBL.

Au cours de cette enquête, les deux étudiants ont interrogé, notamment, un ingénieur de la firme Bombardier, qui a construit les 400 voitures MR-73, mises en service à la fin des années 70 sur la ligne 2 (orange) du métro, ainsi qu'un de ses homologues d'une firme de Pittsburgh, où furent fabriqués les moyeux.

Selon ces derniers, le vice mécanique dont souffrent quelques 300 voitures peut occasionner un décrochage de roues mais aussi, dans les cas extrêmes, un déraillement, avec les possibilités de collision que cela implique dans les étroits tunnels du métro.

Pour sa part, M. Gilles Desjardins, un mécanicien de la STCUM qui occupe des fonctions liées à la santé-sécurité au travail au sein du Syndicat des employés d'entretien, a précisé hier que la nature de ces fissures de moyeux rend plausible l'hypothèse d'un accident sérieux.

Selon M. Desjardins, ces fissures, signalées pour la première

fois le 14 octobre par des cadres du contrôle de la qualité à la STCUM, sont apparues dans le sens de la circonférence des roues. Elles sont profondes, selon M. Desjardins, et seraient de nature plus inquiétantes dans la mesure où elles suivent le contour des attaches de la roue.

«Si les fissures apparaissent de haut en bas sur les moyeux, affirme M. Desjardins, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter. Les chocs dus à un freinage brusque ou à une emprise d'aiguillage mal ajustée s'exercent vers le centre de la roue. Or, ces fissures-là font le tour de la roue, ce qui pourrait mener à des ruptures, et possiblement à un déraillement en cas de choc violent.»

Par ailleurs, M. Desjardins, tout comme le porte-parole de la STCUM, ont tous deux précisé que les voitures mises en service à la fin des années 60 sur la première ligne (verte) du métro, ont aussi subi des dommages de moyeux, auxquels on a remédié en 1975.

C'est d'ailleurs en remettant à jour l'entretien des moyeux de la première génération de voitures qu'on a constaté les dommages aux voitures de seconde génération.

Le porte-parole syndical affirme que la remise en condition des moyeux de MR 73 — il y a huit roues par voiture, donc huit moyeux à vérifier et réparer — pourrait engendrer des coûts de quatre millions de dollars, selon des estimations avancées par les cadres du contrôle de la qualité. Selon M. Desjardins, les réparations auront aussi un impact indirect sur l'entretien de l'ensemble des voitures puisqu'elles retardent présentement le montage des ponts de roue des voitures qui se trouvaient déjà en réparation.

Pour sa part, le porte-parole de la STCUM a affirmé qu'un tel montant est surévalué. M. Laporte n'a toutefois pu fournir d'indication plus précise des coûts, les expertises de la STCUM n'ayant été complétées que très récemment.

Des autos volées à Montréal retrouvées au Koweït

Presse Canadienne TORONTO

■ La police de Toronto a accusé un individu de faire partie d'un réseau de voleurs de voitures qui se spécialisent dans l'expédition au Koweït et à Hong Kong d'autos volées à Montréal.

Le détective Don Miles a indiqué que la police torontoise et des enquêteurs de Douanes Canada ont saisi 14 véhicules dans la ré-

gion de Toronto. Les véhicules avaient une valeur de 350 000 \$ et étaient prêts à être placés dans des conteneurs qui devaient ensuite être acheminés par train vers des ports de mer pour être finalement expédiés outre-mer, a dit la police.

L'enquête, à laquelle a également participé la police de Montréal, avait commencé en octobre.

La police a dit qu'elle soupçonnait un Torontois de s'intéresser

tout particulièrement aux fourgonnettes, aux Jeeps ainsi qu'aux véhicules de marque Buick et Lincoln.

M. Miles a ajouté que l'homme avait des «associés» qui s'occupaient de voler des véhicules dans la région de Montréal et de les lui envoyer à Toronto, où de nouvelles plaques d'immatriculation étaient installées.

Les véhicules étaient ensuite acheminés vers Vancouver, New

York ou le New Jersey pour expédition vers Hong Kong ou le Koweït, où attendaient les acheteurs, a-t-il expliqué.

M. Miles a dit qu'il ne semble pas que les voitures aient été volées sur commande.

Hasan Abdul Mohamad, 36 ans, de Toronto, est accusé de possession de propriété obtenue de façon délictueuse.

La police s'attend à d'autres arrestations sous peu.

2 DERNIÈRES SEMAINES

HOLLANDER
DISTRIBUTEUR—IMPORTATEUR

CHASSE et PÊCHE

FAILLITE

REMINGTON, WINCHESTER, SAVAGE, FÉDÉRAL, DAIWA, BERKLEY, ZIPCO, RAPALA, BUCK.

40 à 60% SUR TOUT **ARMES ET MUNITIONS 30%**

338, ST-ANTOINE EST
Entrepôt, 4^e étage
Métro: Champ-de-Mars

JEU VEND. 12 h à 21 h
SAMEDI 10 h à 17 h
DIMANCHE 12 h à 17 h

MONTRES SUISSES
seulement les marques réputées

Chopard
GENÈVE

"Happy Diamonds"

Exclusif chez:

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES

2195 Crescent, Montréal, H3G 2C1, (514) 848-0595

Super Vente!

COUVRE-LITS EN DUVET

	SIMPLE	DOUBLE	QUEEN
	à partir de 70\$	90\$	100\$
	à partir de 65\$	85\$	95\$

OREILLERS EN DUVET à partir de 34\$

les **duvets ungava**

10, av. des Pins O., #220, Mt. 636-9943 793, rue Avoca, Dorval

Clark des Pins St-Laurent Prince Arthur Airport Avoca Côte de Liesse

VOYEZ VOS SPÉCIALISTES:

PNEUS FREDETTE & FILS INC. 6661, rue Sherbrooke Est (Coin boul. Langeller) Montréal Tél.: 256-7501	CENTRE DE PNEUS HALLÉ INC. 623, rue Lavoisier Repentigny Tél.: 581-6390	SERVICE DE PNEUS SALOIS INC. 9970, rue des Récollets Montréal Tél.: 321-7511	PNEUS CHARTRAND INC. 1076, boul. Curé-Poirier Ouest (Près du boul. Taschereau) Longueuil Tél.: 670-0904
PNEUS ANDRÉ TOUCHETTE INC. 8910, boul. St-Laurent (Au nord du boul. Métropolitain) Montréal Tél.: 381-1846	CENTRE DE PNEUS BOISSELLE INC. 8997, boul. Pie-IX Montréal Tél.: 329-5467	TECK AUTO CENTRE ENR. 8730, rue de Teck Montréal Tél.: 351-6004	CENTRE DU PNEU ST-CONSTANT INC. 77, rue St-Pierre St-Constant Tél.: 632-4140 - 632-5438

MÉTÉO DE LA JOURNÉE

Rafales et poudrierie, venteux,
il faudra être prudent sur les routes du Québec...

min. -37 max. -25

PAS DE PROBLÈME!

PIRELLI
CONÇU POUR L'INATTENDU

WINTER S-2

- Pneu radial extrêmement silencieux
- Sculpture en blocs assurant une excellente traction

AUTRES SPÉCIALITÉS:

FREINS

AMORTISSEURS

ALIGNEMENT

PNEUS UNIMAX

MAXI PNEU

UNI PNEU

N0065 - A27

DITES "OUI" À DENON

CE WEEK-END SEULEMENT **1549 \$**

Économiser 180\$

*option de financement: 73 \$ par mois

Offre spéciale de lancement pour le dernier né des Denon

Le tout nouveau lecteur laser Denon DCD 2700 représente une percée remarquable dans le domaine numérique. Il s'inspire de la même technologie haut de gamme mise au point pour le lecteur laser Denon Reference SL1 de 24 000 \$!

DENON



Assistez GRATUITEMENT à un séminaire Denon

Un séminaire GRATUIT sera présenté chaque demi-heure par un représentant Denon dans nos succursales suivantes:

Brossard Jeudi (4 novembre, de 17 h à 21 h)
Laval Vendredi (5 novembre, de 17 h à 21 h)
Montréal Samedi (6 novembre, de 10 h à 17 h)

Profitez de ces offres exclusives:

Offre Denon	Super prix	Option de financement
Lecteur laser Denon DCD 595 Récepteur Denon DRA 345 Haut-parleurs Boston HD5	899 \$	43 \$ par mois
Lecteur laser multi-disques Denon DCM 340 Récepteur Denon DRA 545 Haut-parleurs Boston HD8	1 199 \$	56 \$ par mois

audio centre

Montréal 5260, rue Sherbrooke ouest (514) 482-4420
Brossard 8080, boul. Taschereau ouest (514) 466-1999
Laval 1970, boul. Le Corbusier (514) 687-3627
Québec (418) 687-0909 • Ottawa (613) 723-2923

MAINTENANT OUVERT LE DIMANCHE DE 12 H À 17 H.

La SHDM souhaite un contrôle de l'État sur les courses de chevaux

YVON LABERGE

La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) est d'accord avec la création d'un organisme sans but lucratif (OSBL) pour gérer les courses de chevaux au Québec. Mais, prévient le directeur général de la SHDM, cet organisme devrait être gouvernemental ou sous le contrôle d'une agence du gouvernement du Québec.

En somme, a convenu M. Robert Cohen au cours d'une rencontre de presse hier, Québec

doit exercer un contrôle serré sur l'industrie des courses de chevaux comme il le fait pour l'industrie du jeu (casino et vidéo-poker).

La SHDM est propriétaire du vaste terrain et des installations de la piste de courses Blue Bonnets, mais les loue à la compagnie 2847-1100 Québec inc. qui détient les actions de Hippodrome Blue Bonnets inc. qui, elle, possède de le permis d'exploitation de la piste du boulevard Décarie, 2847-1100 Québec inc. appartient à M. André Marier, président de Hippodrome Blue Bonnets.

Les hommes de chevaux, on le

sait, souhaitent le départ de M. Marier qu'ils accusent de tous les maux. Le 6 octobre, le ministre de l'Agriculture, M. Yvon Picotte, annonçait avoir obtenu l'accord de ses collègues du conseil des ministres pour la création d'un organisme sans but lucratif pour relancer les courses au Québec. Le lendemain, les hommes de chevaux piaffaient doublement d'impatience: d'abord parce qu'ils prendraient le contrôle de l'industrie et, ensuite, à l'idée du départ prochain d'André Marier.

M. Cohen n'a pas l'intention d'ajouter sa voix à ceux qui demandent le départ de M. Marier

avec qui la SHDM est «très à l'aise dans ses relations d'affaires et professionnelles».

Pourtant, cela n'empêche pas M. Cohen d'avoir des discussions avec Québec relativement au conflit qui paralyse les activités de la piste Blue Bonnets depuis quatre mois d'une part, et négocier d'autre part l'éventuelle location de la piste et ses installations à l'organisme sans but lucratif dont le ministre Picotte a annoncé la création.

Essentiellement, a précisé M. Cohen, la SHDM cherche à obtenir un loyer fixe pour ses installa-

tions du boulevard Décarie, contrairement au bail qui la lie présentement avec André Marier. Ce bail prévoit un loyer annuel qui équivaut à 99 p. cent des bénéfices de Hippodrome Blue Bonnets inc.

Pour les neuf derniers mois de 1991, l'hippodrome Blue Bonnets a rapporté un loyer de 2,1 millions de dollars à la SHDM. Pour 1992, la société paramunicipale aura touché 1,8 million (dont 500 000 \$ à venir de Québec). Cette année, a dit M. Cohen, la location de la piste ne rapportera que quelques centaines de milliers de dollars à la SHDM. A cause du conflit qui rend d'ailleurs perplexe le directeur général de la SHDM dans la mesure où tout le monde s'entend sur la fragilité de l'industrie des courses de chevaux au Québec.

Cela dit, M. Cohen rendait public hier une douzaine de documents relatifs à l'achat par la SHDM en mars 1991 du terrain de la piste Blue Bonnets de Campeau Corporation.

Depuis plus d'un an le conseiller municipal Sam Boskey et son chercheur Gaétan Nadeau tentaient de les obtenir par la Loi

d'accès à l'information, mais la SHDM s'y opposait, ainsi que M. André Marier. Plus tôt cette semaine, la SHDM a eu le consentement de Campeau Corporation et celui de M. Marier pour les rendre publics.

Pour l'essentiel, ces documents nous apprennent peu de choses nouvelles sur cette transaction si ce n'est que M. Marier n'a eu qu'à verser 10 \$ à Campeau Corp. pour les actions de l'hippodrome. Pour le conseiller municipal Sam Boskey, de la Coalition démocratique de Montréal, ces documents confirment «les allégations que nous avons faites jusqu'à maintenant».

Notamment, selon lui, que la SHDM ne retire que bien peu d'argent de la location de la piste à M. Marier et que la SHDM laisse tellement peu de marge de manoeuvre à M. Marier qu'on peut se demander si ce n'est pas elle qui en réalité contrôle la piste de courses même si ses lettres patentes ne le lui permettent pas.

De son côté, le directeur général de la SHDM soutient ne pas se faire avoir, pas plus que d'avoir M. Marier sous sa botte. «Il n'y a pas de failles dans le système», a dit M. Cohen.

Les week-ends Évasion de Hertz, un service louable.

Porte-skis gratuit sur voiture tout format. Disponibilité limitée.

Assistance routière 24 heures sur 24 partout en Amérique du Nord.

Sans frais dans les grandes voitures, de luxe et grand luxe. Frais de temps d'attente cellulaire en sus. Selon la disponibilité.

La ligne de réservations hôtelières

Épargnez jusqu'à 50% ou plus sur les tarifs hôteliers.

Appelles notre numéro sans frais pour obtenir des remises sur l'hébergement partout au pays.

Sièges d'enfant gratuits sur voiture tout format. Disponibilité limitée.

Le week-end prochain, évadez-vous dans l'une de nos voitures, une Ford Tempo par exemple. Pour cette voiture, notre forfait Évasion à seulement 34,95 \$ par jour en week-end représente un effort vraiment louable. Souple aussi, puisque vous pouvez choisir la durée du week-end: deux, trois ou quatre jours, à la condition de garder la voiture le samedi soir.

Vous pouvez obtenir en option porte-skis et sièges d'enfant. De plus, plusieurs de nos grandes voitures sont équipées sans frais d'un téléphone cellulaire. Et si vous faites une crevasion, il vous suffit d'appeler notre service d'assistance routière d'urgence 24 heures sur 24.

Nous vous offrons également d'autres avantages louables, comme la ligne Hertz de réservations hôtelières qui peut vous faire économiser jusqu'à 50 % ou plus sur le tarif d'hébergement de plus de 100 hôtels 4 et 5 étoiles partout au Canada.

Alors, appelez-nous si vous avez l'intention louable de vous évader le week-end prochain.

Dans la région de Montréal composez le:

842-8537 (1475, rue Aylmer)
342-8813 (5885, boul. Décarie)
938-1717 (1073, rue Drummond)
462-9147 (3839, boul. Taschereau)
667-0181 (2020, boul. des Laurentides)
695-0580 (4660B, boul. des Sources)
955-6006 (7965, boul. Langelier)

VOITURE INTERMÉDIAIRE

34,95 \$ par jour

200 kilomètres sans frais

Offre valable à tous nos comptoirs sauf ceux des aéroports. Offre soumise aux conditions de location habituelles de Hertz. Réservation nécessaire. Certaines restrictions s'appliquent.

Hertz loue des Ford et d'autres voitures de grande marque. (11/93) CAN HERTZ est une marque de commerce utilisée avec l'autorisation du propriétaire inscrit.



Le groupe Porte-Québec se tourne vers Bourassa

Le Regroupement Porte-Québec s'est adressé directement au premier ministre Robert Bourassa, hier, pour obtenir que le gouvernement du Québec décrète un moratoire sur la construction de la première phase du projet Faubourg-Québec.

Dans une lettre adressée à M. Bourassa, accompagnant un volumineux dossier, le Regroupement «supplie ardemment» le chef du gouvernement «d'intervenir rapidement» pour qu'un décret soit promulgué.

Le groupe Porte-Québec lutte énergiquement depuis des mois pour que l'État protège le premier îlot. Les associés signalent que des consultations publiques «bien que promises n'ont jamais eu lieu» et ils en réclament la tenue. Ceci, croit-il, permettrait de

constater l'importance «de concevoir une réelle mise en valeur digne du lieu».

Dans leur document les associés établissent que les vestiges, récemment découverts lors de récentes fouilles archéologiques «témoignent du rôle logistique majeur, militaire et commercial, que Montréal a joué dans la Nouvelle-France du XVIIIe (un empire) qui s'étendait alors de l'Atlantique à la Louisiane et jusqu'aux Rocheuses».

Le secteur central de Montréal, signalent-ils, «dispose d'une variété de sites sans grande histoire, avec un plus grand potentiel économique, où l'architecture moderne, post-moderne, néo-moderne, etc. peut se déployer sans rien détruire». Il est révolu le temps héroïque, concluent-ils, «où la modernité avait besoin de piétiner l'histoire pour s'affirmer».

Location de Villas - Condominiums en Floride

Sur la plage ou parcours de golf

Tarif semaine - mois

Environnement sécuritaire et familial

Autres services disponibles (avion - auto - golf - tennis - etc.)

Informations: (514) 875-0093

Pour vos articles de valeur... et votre tranquillité d'esprit: des poches de sécurité et des poches secrètes.

Tilley Endurables

CATALOGUE GRATUIT 1-800-465-4249

158, Laurier ouest 272-7791

CLINIQUE DE LA CASSEROLE INC.

Pour votre sécurité EXAMEN GRATUIT des autocuiseurs Presto et autres.

Remplacement de poignées Wear Ever et autres, polissage et soudure, affilage de couteaux.

EXCLUSIVITÉ: batterie de cuisine / Flavorite : 5 plis et coutellerie Oneida

7561, rue St-Hubert, Montréal (Métro Jean-Talon) / 270-8544
4134, rue Ste-Catherine O., (Métro Atwater) / 933-9878

LA ROTATION DE LA TERRE.

VOUS RAPPELEZ-VOUS LE JOUR OÙ VOUS AVEZ APPRIS QUE LA TERRE TOURNAIT? ET LA NUIT BLANCHE QUI A SUIVI PARCE QUE VOUS AVIEZ PEUR QU'ELLE CESSÉ DE TOURNER? MAINTENANT, VOUS AVEZ TRÉMÉ DEUX ANS ET VOUS SAVEZ QUE DANS LA VIE, LES CHOSSES PEUVENT TOURNER MAL. MAIS VOUS SAVEZ AUSSI QUE, MEME SI DELA NE TOURNE PAS, AUJOURD'HUI COMME ON LE VOIT DANS LE MONDE, LA TERRE, ELLE CONTINUERA DE TOURNER RONDE.

QU'EST-CE

QUI DURE

PLUS

LONGTEMPS?

LE TELECOPIEUR TOSHIBA.

EN Y PENSANT BIEN, LE TELECOPIEUR TOSHIBA... PARCE QU'IL A UNE PRESSION DE TRAVAIL ÉLEVÉE, UN DÉBIT ÉLEVÉ DE TRAVAIL, UN NIVEAU DE BRUIT FAIBLE, LA FACILITÉ D'UTILISATION, UN BESOIN DE PAPIER MINIMUM, UN BESOIN DE PAPIER MINIMUM, UN BESOIN DE PAPIER MINIMUM.

TOSHIBA

Une force du monde d'aujourd'hui.

INTEGRES INC.

TÉL.: (514) 487-7611 FAX: (514) 487-5675

Le Journal A. Gold & Sons

Automne/hiver 1993

TOUS LES RENSEIGNEMENTS SUR NOS NOUVELLES COLLECTIONS DE COMPLETS 2 POUR 1

Mode I

ÉVÉNEMENT 2 POUR 1 DU TEMPS DES FÊTES DES MILLIERS DE NOUVEAUX ARRIVAGES

PROFITEZ DE
CE GRAND
ÉVÉNEMENT
DANS TOUS NOS
MAGASINS ET
NOTRE ENTREPÔT
**RETOUCHES
GRATUITES!**

ON PREND BIEN
SOIN DE VOUS

A. Gold & Sons a des
experts tailleurs sur
place dans chaque maga-
sin pour prendre soin
des moindres détails.



AJOUTEZ DE LA MODE ET DU STYLE
À VOTRE AGENDA DES FÊTES

Tous les complets dans notre nouvelle collection de complets 2 pour 1 sont coupés et confectionnés avec les plus beaux et les meilleurs tissus du monde. Tous ces complets sont taillés par des experts au Canada, avec une touche internationale selon nos exigences et nos normes de qualité très élevées.

SOYEZ ÉLÉGANT CETTE SAISON!

PROFITEZ DE NOTRE ÉVÉNEMENT
2 POUR 1 DÈS MAINTENANT!

**ACHETEZ UN
COMPLET
OBTENEZ-EN
UN GRATUIT
DE VALEUR ÉGALE**

Modèles droits et croisés.
Superbes couleurs et motifs.

Des milliers de complets spécialement
sélectionnés parmi nos collections courantes.
Nous avons votre taille!

**ACHETEZ UN COMPLET À 495\$ ou 595\$,
OBTENEZ-EN UN GRATUIT!
ACHETEZ UN COMPLET À 695\$ ou 795\$,
OBTENEZ-EN UN GRATUIT!**

*Divisez le coût et partagez les économies!
Partagez votre achat avec la personne de votre choix!*

Et, comme toujours...

"Nous ne signons que des vêtements qui vous vont à la perfection."

Pardonnez nous...

"Nous ne signons que deux vêtements qui vous vont à la perfection."

N'est-il pas temps que vous veniez chez A. Gold & Sons? Nous voulons être votre magasin. Et nous prendrons bien soin de vous.

Notre fameux entrepôt 2050-2056, Bleury
960 Ste-Catherine Ouest • La Place Vertu
Fairview Pte Claire • Centre Rockland

A. Gold & Sons®
Depuis 1899

Carrefour Laval • Galeries d'Anjou
Les Promenades Saint-Bruno
Mail Champlain Brossard

Une opération pour allonger le pénis de plus de 50% importée de Chine

Presse Canadienne
TORONTO

Des représentants des médias ainsi que des douzaines de nouveaux patients ont envahi le bureau du Dr Robert Stubbs, de Toronto, qui a annoncé, cette semaine, être en mesure de pratiquer des opérations d'allongement du pénis.

Selon le Dr Stubbs, il est possible d'allonger le pénis de plus de 50 pour cent. «Mon carnet de rendez-vous s'est rempli à la vitesse de l'éclair et des dizaines d'appels proviennent des médias», a déclaré le Dr Stubbs, hier.

Tova Cadogan, l'infirmière du Dr Stubbs, précise que 53 hommes ont pris rendez-vous chez le Dr Stubbs le jour même de la parution d'un article décrivant l'opération dans les journaux de Toronto.

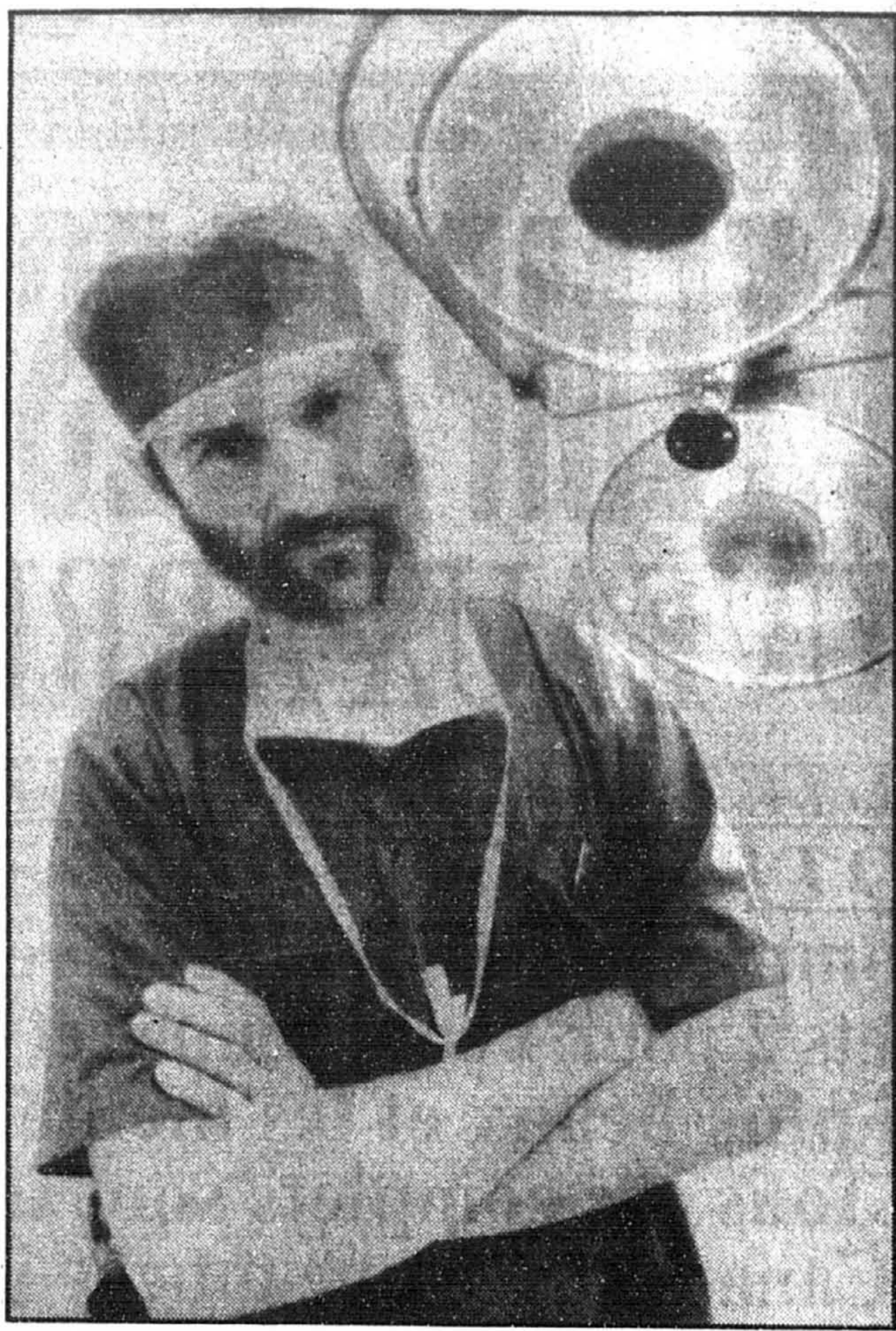
La plupart des patients refusent de donner des détails sur les motifs de leur consultation. «C'est une zone très sensible de la psychologie masculine», a souligné Mme Cadogan.

Le Dr Stubbs est l'unique chirurgien plasticien certifié en Amérique du Nord à pouvoir pratiquer l'opération d'allongement du pénis. Il revient tout juste de Chine, où il a étudié la technique sous la supervision de son inventeur, le Dr Long Daochou.

Même si le Dr Long effectue depuis dix ans en Chine des opérations d'allongement du pénis, au Canada, ce type de chirurgie demeure expérimentale. «C'est une nouvelle procédure et il ne faudrait pas être trop enthousiaste avant d'avoir pris connaissance des résultats à long terme.»

L'opération, qui dure deux heures et coûte entre 2 500 \$ et 3 000 \$, n'est pas défrayée par le régime d'assurance-maladie de l'Ontario.

Le Dr Stubbs explique qu'il pratique une petite incision dans la région pubienne et «libère



Le docteur Robert Stubbs, de Toronto, est l'unique chirurgien plasticien certifié en Amérique du Nord à pouvoir pratiquer l'opération d'allongement du pénis. Il revient tout juste de Chine, où il a étudié la technique sous la supervision de son inventeur, le Dr Long Daochou.

une partie du pénis rattachée à l'os du pubis. En Chine, les résultats se sont avérés excellent, précise-t-il. N'importe quel homme en bonne santé, possédant un pénis plus court que la moyenne, peut se soumettre à l'opération.

Modèle V.I.P. 42"
Médium HAUTE DISTINCTION OU 52"
5 pales fini mélaminé
3 vitesses avant/arrière
Balancement électronique
Système anti-bruit
COULEURS au choix
Fixure halogène dirigeable à haute puissance
Pales laquées \$25 extra disp
Photo peut différer des modèles en magasin.

LA PLUS VENDUE AU QUÉBEC

Spécial avec ce coupon **88** 25\$
Fixure halogène incluse
Valide jusqu'au 11 novembre L.P.

OUVERT LE DIMANCHE

3 vitesses réversible 5 PALES 42"

PLAFONNIER HALOGÈNE
1 TÊTE 37" 2 TÊTE 57" 3 TÊTE 67"

SPECIAL VENTILATEUR 4 PALES
1 globe. Spécial 22,95\$

PLAFONNIER HALOGÈNE
Cap. 150 watts, noir et blanc disponible "gold plating".
Spécial 58,95\$

FIXTURE SUSPENDUE
halogène double.
Cap. 300 watts, noir ou blanc disponible "gold plating".
Spécial 89,95\$

LAMPE SUR PIED
Haut. 72"
17,95\$
TORCHÈRE
Ampoule halogène 300 watts incluse.

CHOISISSEZ VOTRE FIXTURE ET COULEUR
PARMI 40 VENTILATEURS ASSEMBLÉS DE DIFFÉRENTES FAÇONS
Au prix de **3333\$**

ESCOMPTE SPECIAL ADDITIONNEL POUR ÉCLAIRAGE COMPLET DE VOTRE MAISON

VENTILATEUR CAN-U.S.
8568, boul. PIE-IX Montréal 593-3000
(Au nord du Métropolitain près de Robert)

VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

OUVERT: Lun. au mer. 9h à 18h; jeu. ven. 9h à 21h. sam. 9h à 17h. Dimanche de 10h à 17h.

MICROSOFT IBM AUTODESK COMPUTER ASSOCIATES
WORDPERFECT LOTUS CANON QMS
ORACLE AST BORLAND MOTOROLA SYMANTEC
POLAROID CANTEL BROTHER

L'ÉVÈNEMENT INFORMATIQUE de l'année!

S.C.I.B. '93

Le Salon Canadien de l'Informatique/Bureautique

Palais des Congrès de Montréal **9, 10, 11 novembre** LIGNE INFO SCIB 270-5486

- Rencontrez plus de 200 EXPOSANTS
- Visitez le nouveau carrefour: UNIFORUM MONTRÉAL '93
- Comparez les solutions du PAVILLON DU LOGICIEL
- Profitez des solutions du CENTRE D'AFFAIRES MICROSOFT
- Mesurez votre expérience au CENTRE DE PILOTAGE OS/2
- Consultez les experts au CENTRE DE CONFÉRENCES
- Découvrez les solutions du BUREAU EXÉCUTIF À LA MAISON
- Voyez les plus petits ordinateurs au CENTRE DE L'INFORMATIQUE PORTATIVE
- Vivez l'expérience du NOËL VIRTUEL DE FRANK

MARDI 9 NOV. de 11h - 18h • MERCREDI 10 NOV. de 11h - 20h • JEUDI 11 NOV. de 11h - 18h

IBM, MICROSOFT, AUTODESK, CANON, MOTOROLA, SYMANTEC, POLAROID, BROTHER, UNIFORUM

IMPORTANT! L'entrée au salon est réservée aux professionnels et gens d'affaires de 18 ans et plus.

Jeudi

4 novembre

Rien ne lui échappe...

17h³⁰

MONGRAIN

18h

Mieux informer pour mieux comprendre.

LE TVA,
édition 18 heures

18h³⁰

Dominique Michel et Benoît Marleau se battent pour un légume!

PIMENT fort

19h

Femmes seules cherchent hommes libres...

ent' CADIEUX

19h³⁰

Douze douzaines de roses, une grande surprise!

CHOP suey

21h

Pete Béliveau, Rémi Duval et Lothar Olden ont des parents!

claire LAMARCHE

Ceux qui inventent de beaux téléromans.

LE MONDE PASSE À

TVA

De nouveaux sinistres détruisent de nombreuses villas luxueuses de Malibu

AP
MALIBU, Californie

■ Pour la deuxième fois en une semaine, le sud de la Californie a été la proie des flammes qui ont détruit de nombreuses villas luxueuses de Malibu, résidence préférée des vedettes.

En une semaine, les incendies ont noirci plus de 81000 hectares et détruit un millier de maisons. Mercredi matin, alors que la météo laissait espérer une accalmie sur le front des vents, le bilan des victimes s'établissait à deux brûlés graves et 15 blessés légers.

Les nouveaux sinistres, dont les causes faisaient l'objet d'une enquête, ont échappé à tout contrôle au cours de la nuit de mardi à mercredi. Et, avec un certain fatalisme, un responsable des pompiers affirmait que « tout dépend en fait du vent. On peut toujours parler de ce qu'on compte faire. Mais, si les vents soufflent, Mère Nature fera ce qu'elle voudra ».

Outre la région de Malibu, où le feu a détruit 200 maisons et brûlé 8100 hectares de broussailles, cinq autres incendies étaient signalés à l'est et au sud, dans les comtés de Riverside, San Bernardino et San Diego.

Intervenant sur ABC, le ministre de l'Intérieur Bruce Babbitt a déclaré que les autorités devaient revoir la législation sur la construction dans les canyons, en se montrant éventuellement plus sévères sur les obligations de débroussaillage.



De la plage de Venice Beach, à Los Angeles, on pouvait apercevoir hier la fumée se dégageant des sinistres qui ravageaient Malibu.

Profitant du retour des vents chauds et secs Santa Ana, qui atteignaient jusqu'à 85 km/h, le feu a pris mardi à Malibu, ville d'un kilomètre de large sur 43 km de long en bordure de la mer. Une cité de 15000 habitants célèbre pour les vedettes qui y vivent, mais aussi grâce à la série télévisée « Alerte à Malibu ».

Parmi les quartiers évacués, on relevait la Malibu Colony qui compte parmi ses propriétaires Sting et John McEnroe, ou encore la Serra Retreat où Charles Bronson vient souvent.

Plus de 3000 pompiers ont été mobilisés pour combattre les flammes, qui ont dévalé sans prévenir les canyons de Santa

Monica jusqu'à la mer, en parcourant une vingtaine de kilomètres.

« C'est arrivé avec un bruit de tonnerre. Le temps que je parte, ça ressemblait à « Apocalypse now », raconte l'écrivain Richard Christian Matheson.

Deborah Carpentier, pieds nus et en shorts, le visage noirci par des cendres, s'était réfugiée au bord de l'eau en serrant son enfant de 18 mois enveloppé dans une couverture mouillée, tandis que les flammes ourlaient la nuit mourant sur la crête de la colline. « De la plage, nous avons regardé notre maison brûler. »

En mer, tout près de la plage,

une vedette des gardes-côtes attendait, prête à évacuer des gens si nécessaire. Les hôtels des stations comme Santa Monica ou Marina del Rey étaient envahis par les réfugiés. Dans les rues désertes de Malibu, 130 shérifs et policiers de la route patrouillaient pour empêcher d'éventuels pillages des riches villas.

Le chaos régnait sur les routes. Des automobilistes avaient abandonné leur véhicule, ce qui aggravait les bouchons et bloquait des véhicules de pompiers.

Parmi les deux blessés graves se trouvait le réalisateur britannique Duncan Gibbins, 41 ans, blessé en voulant sauver un chat.

La mort du petit James: la vidéo qui accuse

Agence France-Press

PRESTON, Grande-Bretagne

■ Dans un silence pesant et devant leurs juges pétrifiés d'émotion, les deux enfants qui comparaissent pour le meurtre du petit James ont visionné hier la vidéo qui les accuse: des images enregistrées par les caméras de surveillance du centre de commercial au moment où ils kidnappaient leur victime.

Au troisième jour du procès, plusieurs écrans de télévision ont été installés dans la salle d'audience du tribunal de Preston (nord de l'Angleterre), pour que les neuf hommes et trois femmes du jury voient un montage des dernières images de James.

Les deux accusés, aujourd'hui âgés de 11 ans, ont regardé la vidéo sans détourner la tête, comme fascinés.

Le président de la Cour a d'abord expliqué que, selon tous les experts, les silhouettes que l'on aperçoit sur ce film en noir et blanc sont bien celles des deux garçons sagement assis dans le box des accusés.

Le 12 février dernier, seize caméras enregistrent comme d'habitude en permanence les allées et venues dans le centre commercial de la banlieue de Liverpool où Denise Bulger était allée faire des courses avec son fils James, 2 ans, et sa belle-soeur Nicola.

A 15h37, ils passent ensemble devant une des caméras. La minute d'après, James est filmé seul devant l'entrée de la boucherie où sa mère fait des achats. Trois minutes plus tard, Denise Bulger ressort du magasin et cherche son fils, qui a disparu de l'écran. Au même moment, une autre caméra enregistre l'image du petit James en train de donner la main, apparemment en toute confiance, à un enfant d'une dizaine d'années.

A 15h43, James sort du centre commercial en compagnie de ses

deux nouveaux « amis ». Il sera battu à mort deux heures plus tard à coups de briques et de barre de fer, le long d'une voie ferrée.

Le jury a demandé à revoir plusieurs fois certains extraits, alors qu'un silence absolu continuait de régner dans la salle. Un des enfants a demandé à un avocat de lui expliquer comment le montage avait été effectué, mais il n'a pas éclaté en sanglots comme il l'avait fait la veille en écoutant le procureur retracer en détails la longue agonie du petit James.

Les deux accusés plaident non coupable et, selon leurs confessions à la police, s'accusent mutuellement d'être responsables du crime. S'ils sont reconnus coupables de meurtre, à l'issue d'un procès qui devrait durer un mois environ, ils peuvent être envoyés dans un centre d'éducation surveillée « pour un temps illimité ».

Hier matin, les dépositions faites par Denise Bulger à la police avaient été lues devant la Cour. Enceinte de huit mois, elle n'assiste pas au procès. Interrogée par les inspecteurs juste après la disparition de James, dont le cadavre n'avait pas encore été retrouvé, elle avait raconté la « panique » qui l'avait saisie en se rendant compte que son fils n'était plus là. « J'ai demandé partout, mais personne ne l'avait vu ».

Juste avant, elle avait offert à James un tour de manège et l'avait grondé parce qu'il courait en tous sens dans un magasin de vêtements. C'est pour cela qu'elle avait préféré le faire attendre à l'extérieur de la boucherie.

Pour aider les recherches, elle avait tenté de décrire son fils: « James est juste un petit enfant, avec des cheveux blond-chaîtain qu'on devrait aller faire couper. Il a des yeux bleus, avec une petite tâche marron dans l'oeil droit ».

Le Service d'éducation aux adultes offre une immersion en espagnol à Puerto Vallarta, Mexique du 8 au 22 janvier 1994

Prix : 1379 \$

Prérequis : avoir suivi un cours de 45 h ou l'équivalent

Le forfait inclut :

- l'hébergement à l'hôtel Casa Grande Moranda (4 étoiles) en occupation double
- tous les petits-déjeuners et 6 repas du soir
- le transport aérien (Mirabel) et les transferts
- les frais d'inscription aux cours d'espagnol et le matériel pédagogique
- toutes les taxes et services

Le voyage est organisé en collaboration avec Voyages Viau-Marlin

Inscription :

Lors de la soirée d'information au Collège, le 8 novembre 1993, à 19h, au local S-126 (Pavillon Ignace-Bourget) ou en appelant au collège (514) 332-3000 poste 399 ou à Voyages Viau-Marlin (514) 688-6211 (Paule Lacombe).

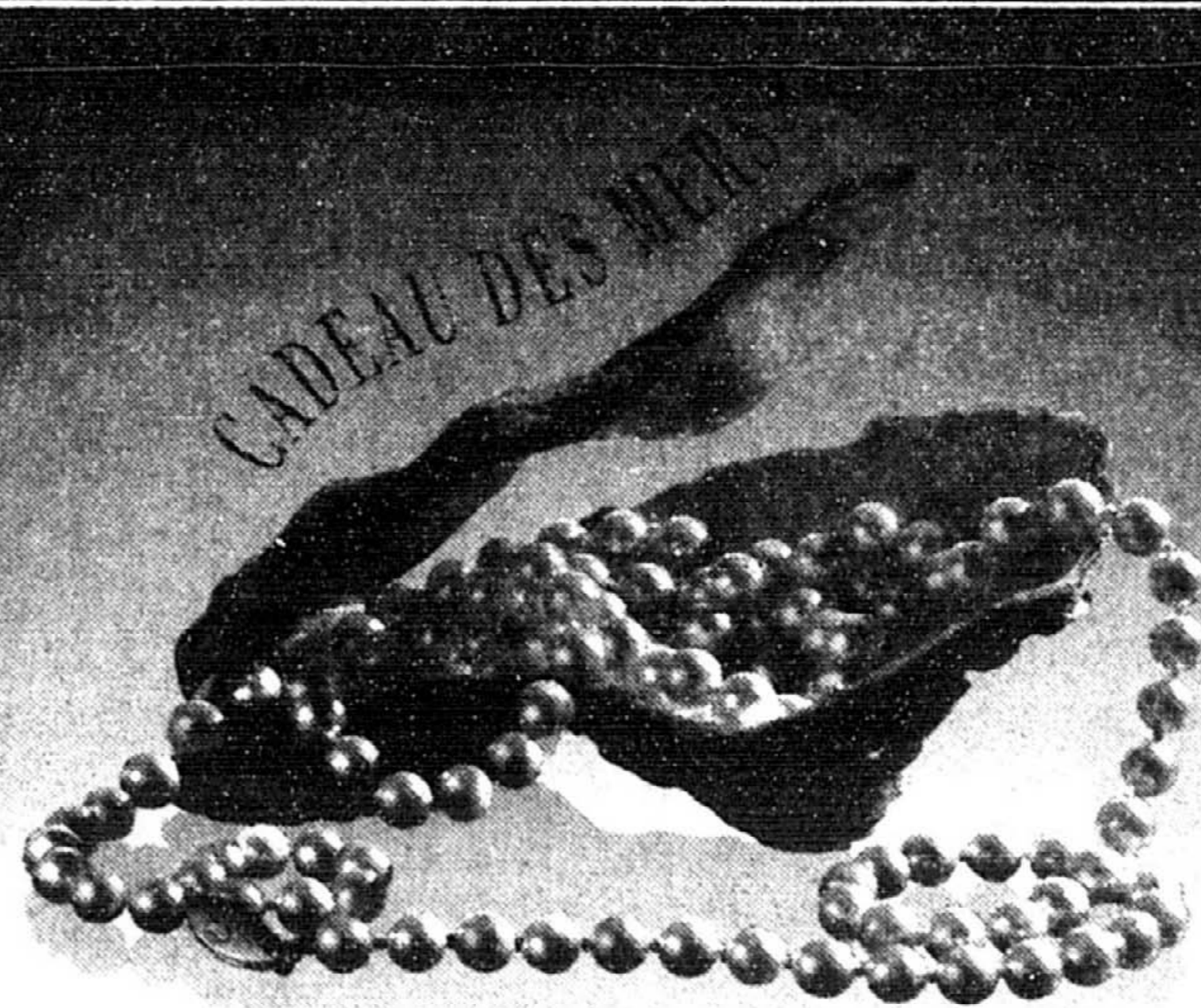
Date limite d'inscription : le 22 novembre 1993

Nombre de places limité

Collège de Bois-de-Boulogne

VIAU MARLIN

L'avenir en formation



Les perles cultivées de Birks, parfaitement assorties et richement lustrées. Chaque rang est enfilé à la main et caractérisé par notre fermoir Birks en or 14 carats.

Collier, 18" 895 \$
1 valeur de remplacement : 1 300 \$

Collier, 24" 1 195 \$
1 valeur de remplacement : 1 700 \$

Bracelet, 7 1/2" 425 \$
1 valeur de remplacement : 550 \$



BIRKS

1210, CARRÉ PHILLIPS, 397-2511 • CENTRE FAIRVIEW POINTE-CLAIRE, 697-5180
CENTRE ROCKLAND, 341-5426 • CARREFOUR LAVAL, 688-3431
MAIL CHAMPLAIN, BROSSARD, 465-3350 • PROMENADES ST-BRU NO, 161-0011

Qui vole au bon moment
attrapera beaux Vermisseaux
juste à temps.

DÈS LE 15 NOVEMBRE! NOUVEAU VOL RAPIDAIR^{MD}
DE MONTRÉAL À TORONTO À 13h30

Pour compléter encore mieux l'horaire, un nouveau vol à 13h30 vient s'ajouter aux 21 vols chaque jour ouvrable à l'aéroport Pearson et aux 8 vols chaque jour ouvrable à l'aéroport Toronto Island par Air Ontario.

Rapidair^{MD} offre ainsi le plus grand nombre de vols entre Montréal et Toronto chaque jour ouvrable.

Et le plus grand nombre de vols en gros-porteur, soit 4 vols en 767 chaque jour ouvrable. Il y a des milles Aéroplan^{MD} à accumuler à chaque vol et une prime de 25% est accordée aux voyageurs en classe Affaires.

C'est bien mieux que de gober des mouches.



Air Canada

NOS PRIX SONT IMBATTABLES FAITES-EN LA COMPARAISON!



SEALY ORTHO LC
 Ensemble JUMENT 145 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 185 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 245 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 99 \$ Taxes incl.

SEALY POSTUREPEDIC
 LES MEILLEURS ENSEMBLES FABRIQUÉS PAR SEALY
 Ensemble JUMENT 369 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 442 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 549 \$ Taxes incl.
 Ensemble «KING» 749 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 229 \$ Taxes incl.

SEALY MONTE CARLO
 Ensemble JUMENT 249 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 299 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 349 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 169 \$ Taxes incl.

LIVRAISON GRATUITE

MATELAS



ESSAI GRATUIT DE 30 NUITS

- Si vous n'êtes pas entièrement satisfait de votre achat, nous vous échangeons l'article en question ou nous vous remboursons.
- Nous payons la TPS et la TVA.
- Garantie de 15 à 30 ans sur toute la literie Sealy et Simmons.

NOS PRIX SONT IMBATTABLES FAITES-EN LA COMPARAISON!



SIMMONS EVASION
 Ensemble JUMENT 299 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 399 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 399 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 199 \$ Taxes incl.

SIMMONS BEAUTYREST
 LES MEILLEURS ENSEMBLES FABRIQUÉS PAR SIMMONS
 Ensemble JUMENT 569 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 669 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 749 \$ Taxes incl.
 Ensemble «KING» 949 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 349 \$ Taxes incl.

SIMMONS IMPERIAL
 Ensemble JUMENT 399 \$ Taxes incl.
 Ensemble DOUBLE 499 \$ Taxes incl.
 Ensemble «QUEEN» 569 \$ Taxes incl.
 Ensemble «KING» 769 \$ Taxes incl.
 Matelas à compter de 259 \$ Taxes incl.

MATELAS «PAYEZ ET EMPORTEZ»
 à compter de 36,95 \$ Taxes incl.

Les républicains évincent les démocrates dans trois scrutins, dont la mairie de New York

Associated Press
NEW YORK

■ Un an après l'élection de Bill Clinton, les républicains ont confirmé leur remontée en évinçant les démocrates dans les trois scrutins les plus importants des élections locales de mardi, destinées à choisir le maire de New York et

avec le nouveau premier magistrat en interprétant sa défaite comme «un appel honnête et direct au changement».

Dans le New Jersey, c'est avec seulement 35 000 voix d'avance sur un total de 2,3 millions que Christine Whitman est devenue la première femme gouverneur de l'État. Elle a obtenu 50 pour cent des suffrages contre 48 pour cent au gouverneur démocrate sortant Jim Florio, en promettant notamment de réduire les impôts de 30 pour cent en trois ans. Il est vrai que la forte augmentation d'impôts décidée par M. Florio en 1990 a pesé lourd dans la balance. Ce qui a conduit Mme Whitman à parler de «message pour tout le pays».

Un autre républicain, George Allen, s'est imposé beaucoup plus facilement dans la course au poste de gouverneur de Virginie. Il a battu Mary Sue Terry avec 58 pour cent des voix contre 41 pour cent, mettant ainsi fin à 12 ans de règne démocrate à Richmond.

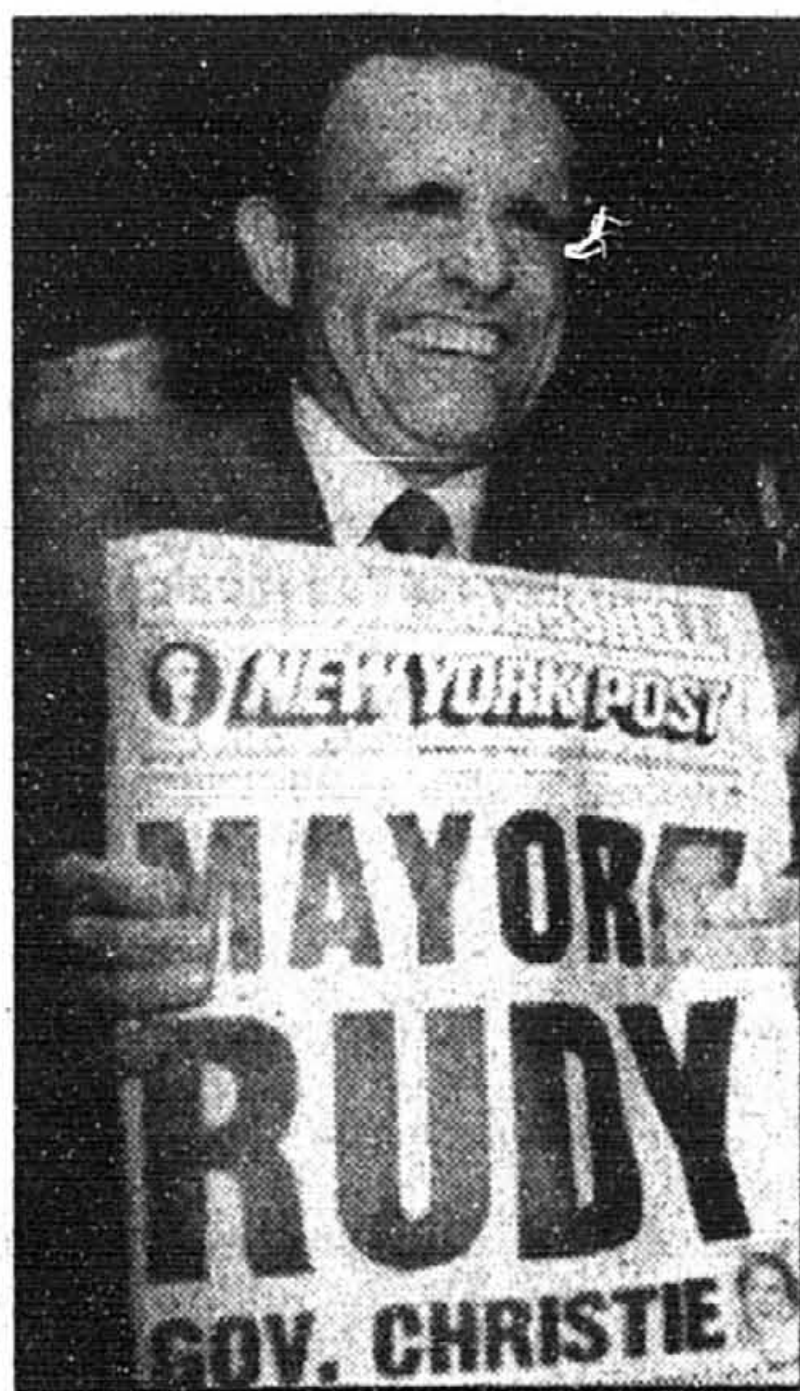
Nombreux référendums

Les autres luttes électorales pour des postes de maires ont été notamment marquées par l'élection du premier Italo-Américain à Boston (Thomas Menino) et celle du premier Noir et de la première femme à ce poste à Minneapolis (Sharon Sayles Belton).

De nombreux référendums étaient aussi organisés dans 29 États. La tendance au rejet a été assez forte, avec notamment le refus de bons de l'État bénéficiant aussi aux enfants scolarisés dans le privé en Californie, celui de revenir sur des hausses d'impôts dans l'État de Washington, ou celui de protéger les droits des homosexuels dans trois villes dont Cincinnati. Les mandats des principaux responsables politiques ne pourront plus excéder huit ans dans le Maine et à New York.

Les Texans ont accepté le lancement d'un emprunt pour la construction de nouvelles prisons et, dans l'État de Washington, toute personne condamnée trois fois pour crime purgera désormais une peine de prison à vie incompressible. L'interdiction d'ouvrir les commerces le dimanche restera en vigueur dans le comté de Bergen (New Jersey). Et, à San Francisco, tous les bénéficiaires d'allocations sociales devront donner leurs empreintes et prouver qu'ils vivent dans la ville depuis au moins 15 jours.

Dans la même ville, le policier ventriloque Bob Geary a obtenu — de justesse — le droit de patrouiller avec son mannequin à la tête de bois. Et les habitants de la petite ville de Piqua (Ohio) ont refusé d'autoriser une famille de petits cochons à y vivre...



Le nouveau maire républicain de New York Rudolph Giuliani.

les gouverneurs du New Jersey et de Virginie.

Certes, les démocrates ont encore 29 gouverneurs contre 19 aux républicains et deux indépendants. Ils contrôlent aussi une large majorité de mairies. Mais, depuis un an, ils ont perdu six grandes élections avec les deux sièges de sénateurs en Géorgie et au Texas, et la mairie de Los Angeles.

Les victoires républicaines n'ont pas été aisées, au moins pour deux d'entre elles.

À New York, à l'issue d'une campagne marquée par les questions raciales et de sécurité, l'ancien procureur Rudolph Giuliani a gagné la revanche de 1989 contre le démocrate noir David Dinkins (51 pour cent contre 48 pour cent, soit un écart de 44 000 voix sur 1,7 million). «Il est temps de penser les plaies», a dit le nouveau maire, le premier républicain en un quart de siècle. «Aucun groupe ethnique, religieux ou racial n'échappera à mon attention.»

Beau joueur, son adversaire a appelé ses partisans à coopérer

BON-RABAIS

Jusqu'à **60 \$** DE RABAIS

sur les prix les plus bas garantis

DU JAMAIS VU!

sur tous les ensembles Sealy Posturepedic et Simmons Beautyrest

Jumeau 30^s de rabais Grand 50^s de rabais
 Double 40^s de rabais Très grand 60^s de rabais

Présentez ce coupon et nos experts en matelas vous accorderont le rabais indiqué sur nos prix déjà garantis les plus bas. 1 coupon par personne. Valable du 28 octobre au 7 novembre 1993.

ÉDREDONS DE DUVET

GARANTIE À VIE LES PLUS BAS PRIX GARANTIS

Le plus grand choix d'édredons de duvet et housses d'édredon à Montréal

Jumeau 79,95 \$ «Queen» 129,95 \$
 Double 109,95 \$ «King» 159,95 \$

OREILLERS STANDARD
 LAVABLES, NON ALLERGÈNES

9,95 \$

QUALLOFIL OREILLER DE LUXE



VENTE DE PARURES DE FENÊTRES

- Tissus de tentures
- Stores horizontaux
- Stores verticaux
- Stores plissés
- Stores pour fenêtres
- Persiennes
- Écran sojhi
- Tissus de capitonnage
- Tissus designer

Appelez un expert décorateur, il se rendra chez vous sans frais et sans obligation de votre part.

TÉL.: 341-7810

NOS PRIX SONT IMBATTABLES, FAITES-EN LA COMPARAISON!

LEVOLOR HunterDouglas Prima draco



MATELAS
 Linen Chest vous offre toute la gamme Simmons et Sealy aux **PLUS BAS PRIX GARANTIS!**

SERVICE D'ACHATS À DOMICILE GRATUIT
 341-7810

BOUTIQUE ET MAGASIN À RAYONS LINEN CHEST

CENTRE ROCKLAND

TÉL.: (514) 341-7810

OUVERT DIMANCHE

TÉL.: (514) 282-9525
 STE-CATHERINE et UNIVERSITY

les promenades de la CATHÉDRALE

Marc Boulanger atteint le cap des 600 et les gens lui trouvent meilleure allure que jamais.



Voici la nouvelle imprimante HP LaserJet 4P. Atteindre le cap des 600 points par pouce n'a jamais été aussi abordable.

Marc a toujours été convaincu que l'apparence des documents d'affaires était primordiale. Plus un document est attrayant visuellement, plus il a de chances d'être vu... et d'être lu. C'est pour cela que Marc a une imprimante HP LaserJet 4P toute neuve sur son bureau.

Grâce aux 600 X 600 p.p.p., au toner microfin et à la technologie de rehaussement de la définition exclusive à HP, tous les documents de Marc sont remarquablement plus nets que jamais.

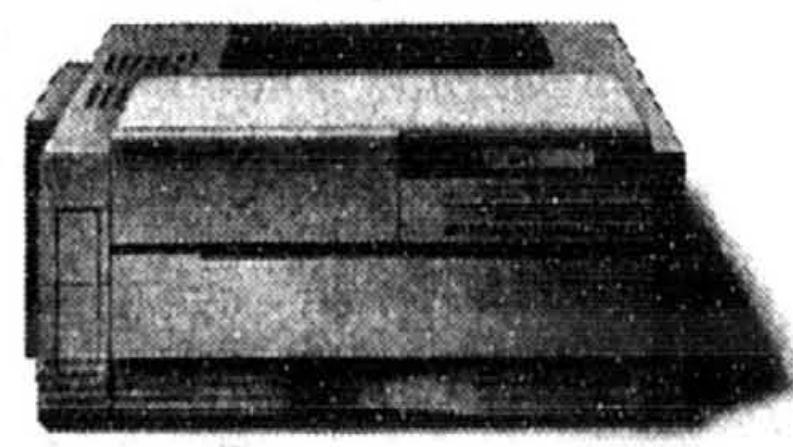
Les caractéristiques Windows[™] nouvellement intégrées à l'imprimante LaserJet 4P lui permettent d'imprimer exactement ce qui est à l'écran, et plus vite. (Si vous utilisez le logiciel PostScript[™] d'origine d'Adobe[™], il y a aussi la HP LaserJet 4MP pour ordinateurs Macintosh.)

Et étant donné la réputation de qualité de HP, la compatibilité et le prix remarquablement bas de la LaserJet 4P, Marc et plusieurs de ses collègues ont pu en avoir une.

Voyez comme les 600 p.p.p. lui vont bien!

Pour voir ce que Marc produit à 600 p.p.p., composez le 1-800-387-3867, service 182, et obtenez un échantillon d'impression ainsi que le nom du concessionnaire HP de votre région.

Si ce n'est pas une LaserJet, ce n'est rien qu'une imprimante à laser.



hp HEWLETT PACKARD

**VOICI
LA CUTLASS SUPREME 1994**



Cet objet pourrait, un jour ou l'autre, vous donner un fier coup de main. C'est la petite lampe de sécurité que vous trouvez sous le capot de la Cutlass Supreme. Munie d'une plaque magnétique qui permet de la coller sur la carrosserie, elle est reliée au capot par un fil assez long pour se rendre jusqu'à l'arrière du véhicule.

Ce n'est peut-être qu'un détail, mais si les ingénieurs d'Oldsmobile mettent autant de soins à raffiner chaque petite chose, imaginez l'ensemble.

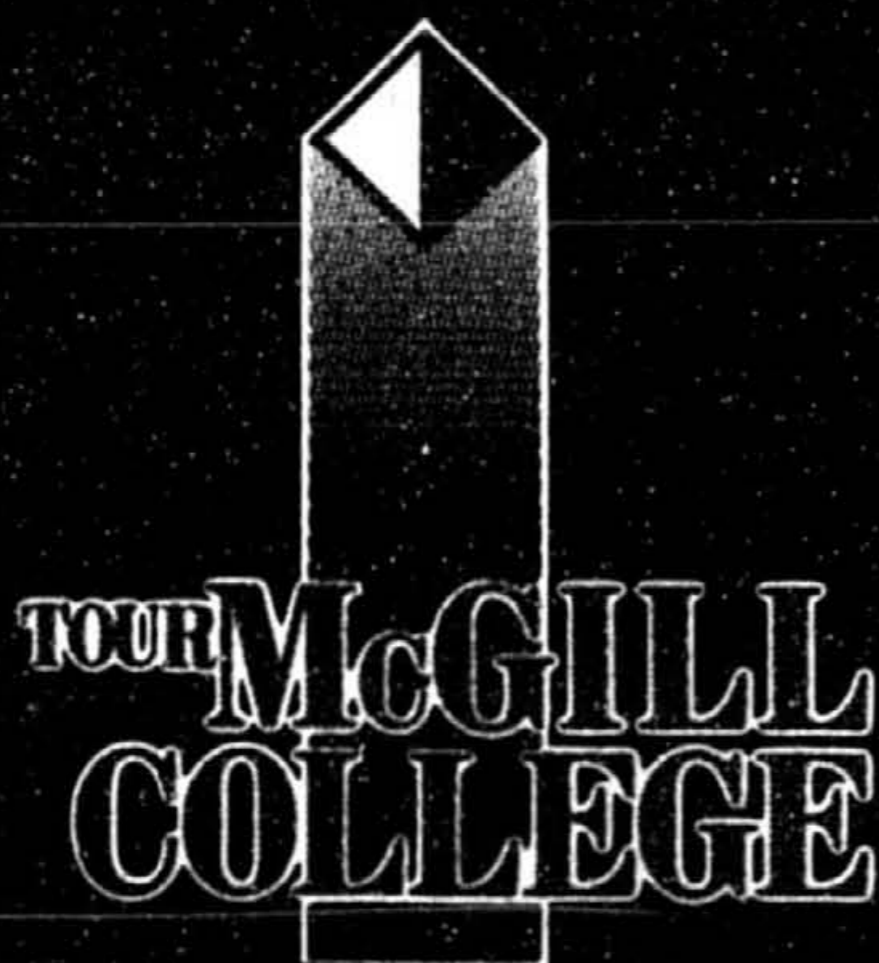
La Cutlass Supreme d'Oldsmobile.



Oldsmobile
L'Obsession du détail

Tour McGill College

Une
nouvelle
venue
dans le ciel
des nuits
de Montréal.



1501, avenue McGill College
Montreal, Québec H3A 3M8

(514) 861-5501

Une grande réalisation des
Immeubles Polaris (Canada) Limitée.